

1...Etats-Unis contre Europe , l'affrontement permanent.

2...Lieutenant-colonel PACOREL Patrick

3...21 décembre 1998

4...Division A

5...Mémoire de géopolitique

6...Les Etats-Unis d'Amérique ont toujours eu des relations conflictuelles avec l'Europe. La raison principale en est leur tentation à l'hégémonie mondiale. Le processus ne peut que s'amplifier avec la naissance d'une Europe politique.

7...Europe, USA, hégémonie.

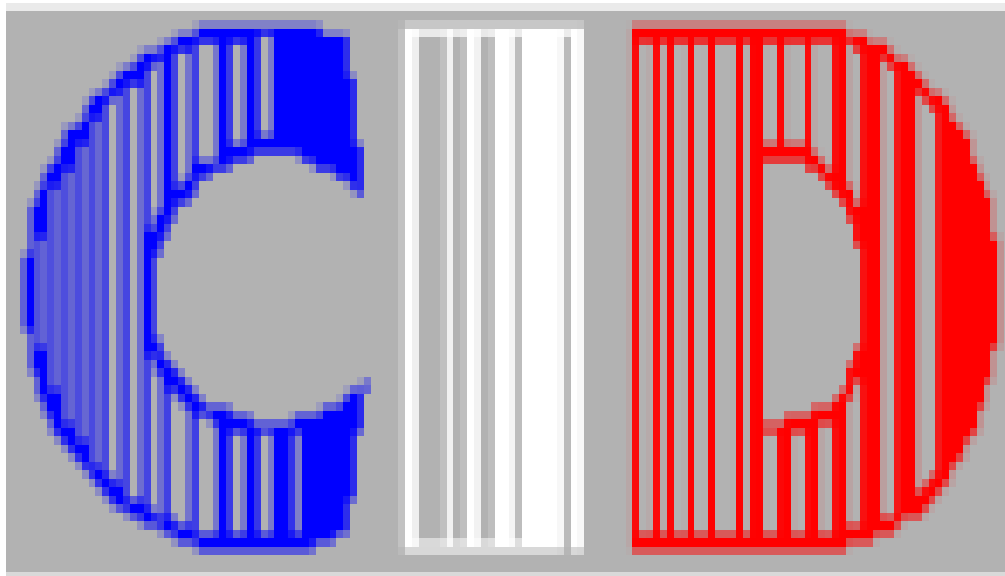
LCL PATRICK PACOREL

CID 6^{ème} promotion

memoire de geopolitique

ETATS-UNIS contre europe l'affrontement permanent

COLLEGE INTERARMEEES



DE DEFENSE

TABLE DES MATIERES

1. Introduction

2. Premier mouvement: la naissance

2.1. Les fondateurs

2.2. L'indépendance

2.3. Les Indiens

3. Deuxième mouvement : l'espace américain

3.1. Les voisins

3.1.1. Le Canada

3.1.2. Le Mexique

3.2. La doctrine Monroe

3.2.1. Les approches maritimes

3.2.2. L'Amérique du sud

4. Troisième mouvement : au secours du monde

4.1. La Grande Guerre

4.1.1. Le suicide de l'Europe

4.1.2. L'engagement contraint

4.2. La deuxième guerre mondiale

4.2.1. L'engagement maîtrisé

4.2.2. La paix organisée

4.3. La guerre froide

4.3.1. Une guerre organisée

4.3.2. L'OTAN

4.4. La décolonisation

4.4.1. Le Moyen-Orient

4.4.2. L'Indochine

4.4.3. La CIA

5. Quatrième mouvement : les Etats-Unis face à l'Europe

5.1. Diplomatie et interventions

5.1.1. Toujours l'OTAN

5.1.2. Le Japon

5.1.3. L'Afrique

5.1.4. La guerre du Golfe

5.2. La suprématie

5.2.1. L'Espace et l'information

5.2.2. Culture et communication

6. Conclusion

7. Bibliographie

1. Introduction

Nous vivons tous les jours la construction d'une nouvelle puissance : L'Europe. Ce n'est pas une profession de foi ou une spéculation diplomatique : c'est le constat que l'Europe existe en tant qu'entité géographique, économique et politique, ce qui n'est pas nouveau et qu'une dynamique de développement est actuellement en marche, ce qui est plus récent. Ceci ne présume en rien du chemin qui va être choisi pour cette construction, des obstacles qu'elle va rencontrer, des étapes qui vont la marquer. Un fait est néanmoins certain, cette puissance va devoir s'imposer dans un monde actuellement dominé par une seule superpuissance : les Etats-Unis d'Amérique. Il n'est pas possible à un Européen, en particulier Français et donc particulièrement impliqué, de faire l'économie d'une sérieuse réflexion sur ce pays.

Les Etats-Unis d'Amérique sont un pays puissant, influent et jeune. Malgré cette jeunesse et la brièveté de son histoire, on peut discerner dans ce court passé les explications de la dynamique qui l'a hissé au niveau que nous connaissons aujourd'hui. Nous avons pour objectif ici de tenter de comprendre ce qui a fait la puissance que nous connaissons aujourd'hui, de cerner les motivations de sa géopolitique, et d'analyser son attitude à l'égard de l'Europe en général et de la France en particulier.

Précisons les limites de cette réflexion : il n'est pas question de dire que la géopolitique des Etats-Unis est orientée seulement à l'égard de l'Europe ou que l'Europe n'a à se comporter que par rapport aux Etats-Unis. Il ne faut pas croire non plus que seules ces deux puissances sont efficacement présentes sur l'échiquier mondial. La Russie, la Chine, l'Inde pour ne citer que des exemples indiscutables,

peuvent prétendre et prétendent effectivement à une géopolitique mondiale. Mais force est de constater que les relations entre Etats-Unis et Europe sont privilégiées pour trois raisons essentielles. Ce sont en premier lieu le cousinage ou la filiation, les habitants d'un continent étant issus de l'émigration de l'autre ; c'est ensuite l'histoire avec une longue suite de conflits où alliances et adversités se sont succédées ; ce sont enfin les similitudes de leurs ressources tant humaines qu'économiques. Ces ressemblances et cette imbrication des histoires font que, tout à fait logiquement, les domaines d'intérêt comme les centres de gravité sont communs aux deux puissances : la concurrence est donc inévitable et l'affrontement très possible.

On s'apercevra rapidement que la diplomatie américaine mêle de façon assez inextricable les intérêts géostratégiques et les intérêts économiques, le discours sur les idéaux fondamentaux et le respect des traités et alliances. Cette ambiguïté est d'ailleurs visible aussi bien dans le domaine de la politique étrangère que dans celui de la politique intérieure. C'est pourquoi on analysera les grandes phases de l'évolution géopolitique des Etats-Unis en mettant en lumière les interactions entre la sensibilité du citoyen américain, le discours des responsables et les réalités des relations internationales.

Il est bien souvent difficile de déterminer les interactions entre pouvoir politique, forces économiques, et des pouvoirs encore plus flous comme le pouvoir des médias et celui du fameux complexe militaro-industriel, par définition en marge des intérêts économiques et diplomatiques. Sans occulter cet état de fait, cette réflexion se limitera volontairement dans son champ d'investigation. Les questions économiques ne seront évoquées que lorsque leur aspect géostratégique ne peut être ignoré sans passer à côté d'éléments fondamentaux pour la compréhension des phénomènes. Cette orientation répond aussi au souci de rester extérieur à des grands débats sur les différents types d'économies, débats qui pourraient nous entraîner fort loin dans la dialectique. Bien qu'abondamment utilisés de façon tant explicite que sous-jacente pour épauler les orientations stratégiques des Etats-Unis, les théories économiques des systèmes libéraux ou dirigistes ont fait preuve d'assez de souplesse, d'évolutions et d'adaptations pour ne pas être considérées comme un fondement indispensable à l'analyse que nous voulons faire. Plus que la théorie d'état, c'est la perception individuelle de la notion d'initiative et de liberté qui nous servira à comprendre la mentalité américaine et ses conséquences sur l'évolution géopolitique du pays. Bien entendu, cette volonté de limiter le débat ne nous empêchera pas d'évoquer avec l'attention qu'ils méritent les organismes internationaux réglementant les échanges mondiaux et les aspects économiques des traités et accords ayant une influence directe sur les événements que nous étudions.

Pour faciliter notre propos, nous avons voulu étudier le comportement géopolitique des Etats-Unis en distinguant quatre mouvements. Cette approche a les avantages et les inconvénients de n'être ni vraiment chronologique, ni vraiment géographique. Ce que nous avons appelé mouvement correspond à une logique

géopolitique qui peut fort bien être intemporelle mais localisable comme la perception du fameux hémisphère occidental cher au président Monroe, ou au contraire géographiquement indéfinie mais liée à un événement limité dans le temps comme la croisade contre le communisme. Cette approche est le corollaire de notre ambition de dégager les grands axes de la géopolitique américaine qui ont un impact direct sur notre ancien monde et qui surtout vont peser sur l'évolution de ce monde vers une nouvelle entité: l'Europe. Elle a été rendue possible par le refus de l'exhaustivité dans l'analyse des événements et le choix de focaliser le raisonnement relativement à cette seule entité géographique. Cette approche a aussi été induite par la capacité assez unique de cette grande puissance à intervenir, se projeter et remporter des succès en même temps sur plusieurs points du globe. Ainsi, la deuxième guerre mondiale a vu les Américains mener de front des opérations sur deux théâtres et gagner sur les deux. Mais elle est due aussi à sa faculté de développer un axe d'effort dans la continuité avec une obstination qui est le fruit de facteurs forts, analysés et affirmés avec beaucoup de constance. Néanmoins, nous avons privilégié autant que nous l'avons pu un développement chronologique autant pour faciliter la lecture de ce travail que pour ordonner les arguments dans un ordre qui concerne de plus en plus directement le lecteur européen.

2. Premier mouvement: la naissance

On peut se demander d'abord s'il est bien nécessaire de remonter au "déluge" pour analyser la géopolitique actuelle d'un pays. La réponse est double ; d'une part, ce déluge est bien proche de nous en ce qui concerne le pays en question puisque seulement un peu plus de deux siècles nous séparent de la création officielle des USA. D'autre part, on vérifiera tout au long des faits que nous évoquerons que la ligne de conduite des USA a fait preuve d'une extraordinaire linéarité et que son origine ancre bien ses racines dans les conditions de son étonnante naissance.

1. Les fondateurs

Au risque d'indisposer le lecteur déjà étonné de nous voir remonter à la création des Etats-Unis d'Amérique alors que notre intention affichée est de comprendre les relations actuelles entre cette puissance et une puissance qui n'était même pas concevable à cette époque, il convient de porter notre regard encore un peu plus en amont. En effet, les puissances sont d'origines diverses et ont des vies plus ou moins brèves. Les Etats-Unis sont l'aboutissement d'un processus historique dont l'origine remonte bien avant l'accession à l'indépendance des treize colonies initiales. Ils sont en effet et tout d'abord une création d'immigrants, hommes et femmes emmenant avec eux tout le bagage

d'une Europe ancienne, multiple, déchirée et finalement, humainement très riche.

La colonisation de l'Amérique du Nord par les anglo-saxons commence alors que les Espagnols et les Portugais exploitent le continent depuis un siècle ; en fait, ce sont les problèmes domestiques dans les pays européens et particulièrement en Angleterre qui firent naître chez les gens du peuple un désir d'évasion vers le refuge idéal. Ce sont d'une part le désir de l'Angleterre de prendre sa revanche sur sa rivale, l'Espagne, et d'autre part le désir des individus de coloniser et d'évangéliser une terre vierge qui sont les moteurs de la colonisation de cette contrée. Le contexte idéologique est donc dès l'origine bipolaire : à la volonté d'enrichissement des immigrants s'ajoute la volonté mystique des colons qui se prétendent immédiatement un peuple élu, certain d'être dans le droit chemin. La première vague colonisatrice, celle des puritains de la Nouvelle-Angleterre caractérise les traits fondateurs de l'idéologie américaine. A la conviction que les yeux de toutes les nations sont fixés sur les colonies s'ajoute celle d'avoir une destinée particulière, d'avoir été choisi pour enseigner quelque chose au monde. Moulés par le calvinisme, les puritains ne doutent pas qu'ils sont d'une race prédestinée. Cette certitude de détenir l'unique vérité est affirmée par Francis Higginson qui écrit : "Ainsi nous ne doutons pas que Dieu soit avec nous, et si Dieu est avec nous, qui peut être contre nous ?"

Nous constatons que ce sentiment d'incarner une vérité politique et sociale incontournable, appelée à s'imposer partout, transparait dans tous les actes de la nation américaine jusqu'à aujourd'hui. Dieu l'approuve, aussi toute attitude hostile à son égard lui est incompréhensible et frappée d'illégitimité. Dans les temps fondateurs, la sanction pour manquement à l'orthodoxie était l'exclusion du coupable du sein de la communauté. Aucune dissidence n'était tolérable. Nous verrons que cette politique est encore de mise aujourd'hui à des niveaux différents.

Remarquons que de ces croyances partagées, de ce style de vie commun découlent des lois qu'il conviendra d'adapter ensuite aux réalités quotidiennes. Les puritains réussirent sans peine à établir une filiation commode entre les préceptes bibliques qui gouvernaient leurs gestes et la législation anglaise qui formait le cadre contractuel de leur vie. C'est ce légalisme orienté qui fournit un des traits principaux de la conception puritaine : l'état de droit s'y plie à la loi de la religion et de la morale.

Il est bien entendu que, à mesure que le territoire américain se peupla, d'autres influences se manifestèrent qui laissèrent leur empreinte sur la

mentalité du pays. Les quakers de Pennsylvanie se caractérisèrent par leur égalitarisme forcené et une énergie et un courage admirable, mais aussi par une vocation au martyre et une rigidité idéologique bien typique de l'intransigeance de la politique internationale américaine. Ces gendarmes de l'Évangile, partageant avec les puritains la certitude d'être un peuple à part, participèrent ainsi à conforter le peuple américain dans son sentiment d'être élu.

Dans une caractérisation même sommaire de la mentalité américaine, il nous faut souligner la place de la colonie de la Virginie. Elle a en effet été la pépinière d'où sont sortis les plus grands hommes de cette société : Washington, Jefferson, Madison, Monroe. Reconnus pour leurs qualités de sérieux, de sagesse, de prudence, d'éloquence et d'honnêteté, ils n'en demeurent pas moins les représentants de cette société virginienne qui a toujours conservé un caractère aristocratique fondé plus sur l'argent que sur la naissance. La Virginie préfigura les éléments de la psychologie américaine que sont le réalisme, l'acharnement au labeur, l'esprit d'entreprise, le goût de l'étude teinté de pragmatisme, le sens de la responsabilité, mais aussi de façon plus négative, la confusion et la collusion entre économie et politique.

La façon dont se fit le peuplement de l'Amérique du Nord aurait pu conduire à créer une mosaïque de communautés incapables de créer une nation. Or, il est avéré qu'il existe bien un nationalisme américain, même s'il ne correspond pas exactement à l'image du nationalisme qui est connue en l'Europe. Cette formation d'un sentiment très fort trouve son origine dans les temps fondateurs. Les différentes nationalités qui colonisèrent le nouveau continent arrivèrent dans un temps assez court, et les unes n'eurent pas vraiment le temps de pouvoir se déclarer "anciennes" par rapport aux autres. Elles furent affrontées collectivement à une lutte incessante pour la survie d'abord, pour la prospérité ensuite, qui était indissociable de l'indépendance. Le combat contre les éléments et une nature riche mais sauvage créa cet esprit pionnier qui est le premier ciment du nationalisme américain. Mais les Américains surent aussi intégrer les nouveaux arrivants. L'objectif collectif qui était de fuir un ancien monde étriqué et de faire fortune dans un espace libre et gigantesque qui laissait la place pour tous et nécessitait la participation de tous, a unifié les mentalités.

Les problèmes de cohabitation entre communautés blanches, noires ou hispaniques semblent poser la question aujourd'hui de savoir si les États-Unis sont un modèle de "*melting pot*" ou au contraire un exemple de communautés racistes qui sont au bord de l'affrontement. L'avenir répondra à cette question, mais l'histoire jusque dans ces développements récents est catégorique : le citoyen américain est une réalité et le nationalisme américain au moins aussi fort et actif que chez les vieilles nations européennes.

2. L'indépendance

A la fin du dix-huitième siècle, l'Amérique du Nord est l'objet des convoitises des trois principaux empires coloniaux : l'Angleterre, la France et l'Espagne. Mais les colons américains représentent déjà une force qui n'est pas quantité négligeable : la population des treize colonies a vu sa population passer de trois cent soixante mille en 1713 à un million cinq cent mille âmes en 1763. Cette puissance humaine est d'ailleurs largement utilisée par les Britanniques pour contenir l'Empire espagnol ou pour s'emparer de la forteresse française de Louisbourg en 1744. Mais Londres, peu soucieux de valoriser cette puissance nouvelle, dispose unilatéralement de la forteresse en l'échangeant contre Madras. Ce geste montre que les colonies ne sont encore considérées que comme une dépendance parmi d'autres, bien qu'elles aient fait la preuve de leur poids et de leur utilité pour la Couronne.

Les Français étaient décidés à garder leurs immenses territoires quasi déserts du vaste continent nord-américain. Mais les colons américains, dont le nombre était vingt fois supérieur à celui des Français au Canada et à l'Ouest, n'étaient pas disposés à l'accepter. Profitant de l'inclination naturelle aux deux grandes puissances à se faire la guerre dès que possible, les bellicistes américains, de Virginie et de Nouvelle-Angleterre principalement, avec l'aide du parti impérialiste de Londres, poussèrent l'Empire Britannique à un état de guerre avec les Français. Evitant de détailler les nombreux conflits qui jalonnent notre parcours, nous nous bornerons à citer deux événements symboliques de cet épisode et prémonitoire de l'avenir : la prise de fort Duquesne par les troupes américaines de Georges Washington et celle de Québec par le général anglais Wolfe. Ainsi se dessinait l'avenir : le maintien du Canada dans l'Empire Britannique tandis que le reste du continent allait tomber sous la tutelle des Treize Colonies originelles.

L'effondrement de la puissance française en Amérique du Nord laissait les grands protagonistes anglo-saxons avec une menace constante : les Indiens. Au moment d'organiser les vastes territoires conquis sur les Français, les Anglais commencèrent à envisager l'Ouest comme une vaste réserve d'Indiens, au bénéfice d'un vaste commerce de fourrures en expansion. En 1763, La proclamation royale créant la " ligne de la Proclamation", qui suivait la crête des Alleghany, effaçait de facto tous les droits des Treize Colonies sur l'Ouest. Il fut rapidement évident que le dynamisme et l'esprit d'aventure des colons ne pouvaient s'accommoder de telles restrictions. La disponibilité de ces vastes espaces, mêmes occupés par des Indiens pour lesquels ils n'avaient

aucune considération quand ils ne les haïssaient pas, ne les prédisposait pas à respecter une quelconque autorité. Le gouverneur de Virginie lui-même, à la tête de pionniers, traversa la frontière pour une expédition contre les Shawnees qu'il repoussa au sud de l'Ohio. Londres répliqua en réitérant sa détermination qui se matérialisa par l'annexion au Canada de tout le territoire au nord de l'Ohio. La situation était maintenant claire : elle conduisait droit à l'affrontement entre les colonies et leur autorité de tutelle. Les colonies avaient déjà leurs propres intérêts impériaux à sauvegarder, fût-ce en se heurtant à l'impérialisme mondial de la Grande-Bretagne. Ce point de vue fut courageusement expliqué par Thomas Jefferson dans son audacieuse "Vue sommaire des droits de l'Amérique britannique".

Il n'est pas douteux que le désir plus ou moins conscient du gouvernement de Londres de rétablir un équilibre des puissances en remplaçant la menace française disparue par une menace indienne ait déclenché la révolte. Il était trop tard pour rendre le Canada aux Français ; la seule possibilité était d'ériger une puissance indienne soumise à un protectorat britannique. Mais dans le territoire de ce supposé protectorat vivaient un million d'habitants présentant tous les aspects du caractère américain. Résolument expansionnistes, avides de terres, fermement convaincus que toute la terre appartenait de droit à l'homme blanc, cette population était beaucoup plus impérialiste que les communautés de l'Est. Elle mêlera aux idéaux démocratiques de la révolution un expansionnisme inné qui, à travers les âges, restera la marque essentielle du caractère américain dans tous les domaines de l'entreprise humaine.

La révolution qui aboutit à la déclaration d'indépendance en 1776, puis à la paix avec l'Angleterre (1782-1783), consacra non seulement une nation, suffisamment soudée pour que l'on pût affirmer que son peuple, en dépit de différences non négligeables, formait une entité, mais également une mentalité, constituée d'un faisceau d'éléments idéologiques qui ne varieraient plus fondamentalement. En tête, la conviction plus que jamais ressentie que le nouvel état avait été choisi par la Providence. De ce choix découle ultérieurement l'obligation de mener à bien une mission planétaire.

3. Les Indiens

Le problème indien occupa les efforts des Américains de l'origine de la colonisation jusqu'à aujourd'hui. On peut cependant considérer que 1890 et la bataille de Wounded Knee Creek vit la fin des Indiens en tant que force organisée. Malheureusement, leur triste aventure se poursuit au vingtième siècle et n'est pas terminée à notre époque. L'observation de la façon dont fut traité le "problème indien"

par les Américains est d'une grande importance pour comprendre ensuite l'attitude de ces mêmes Américains envers d'autres sociétés de la planète. On y voit en effet les prémices de toutes les manifestations d'un comportement que les latino-américains appellent de façon peu amène "yankee".

Nous avons déjà évoqué les relations des colons et des Indiens avant l'indépendance. Elles étaient guidées par des considérations pragmatiques comme bien souvent. Ainsi, dans la mesure où des alliances pouvaient servir les intérêts d'un parti ou d'un autre, qu'il soit celui d'une puissance coloniale ou des patriotes, elles furent contractées plus ou moins formellement et régulièrement. Entre 1829 et 1837, quatre-vingt-quatorze traités furent signés. Une fois disparues les circonstances les rendant utiles, les alliances étaient dénoncées avec désinvolture et éventuellement renversées si la situation s'y prêtait. Il n'est pas possible d'analyser ici cet aspect très complexe et encore occulté de l'histoire des Indiens d'Amérique du Nord, mais il nous faut dire un mot des principes et des raisons qui guidèrent l'attitude des uns et des autres dans ces relations.

Hormis les Quakers et quelques individus à l'esprit ouvert, l'attitude générale envers les Indiens est de telle sorte qu'entre eux et les Blancs se creuse petit à petit un gouffre infranchissable. Le fait que les Indiens, s'ils constituent une authentique civilisation, possèdent de surcroît des cultures différenciées, avec une médecine, une cosmogonie, une religion, une littérature orale faite de légendes et de mythes, échappa totalement à des hommes rivés sur l'unicité qui leur venait d'un monothéisme intolérant, aveugles à toute organisation qui n'était pas la leur.

Les quatre attitudes de base des Blancs face aux Indiens sont résumées ainsi par Elise Marienstras. D'abord, l'idée puritaine que les Indiens sont mauvais par nature, qu'ils sont les fidèles du diable et qu'il s'agit purement et simplement de les éliminer, comme l'écrit Brackenridge, émigré en 1753, dans *The Rising glory of America*. Le deuxième type d'attitude, plus sociologique, résulte, entre les deux communautés, d'une appréciation divergente des problèmes économiques : pour les Blancs, au cultivateur revient naturellement la prééminence sur le chasseur. La troisième attitude s'inscrit dans une perspective chronologique. D'après la conception chrétienne de l'histoire, celle-ci est linéaire et implique une évolution constante vers davantage d'évolution. Les Indiens sont manifestement à un stade primitif, donc inférieur, de cette évolution. La quatrième attitude est plus pragmatique. Les Indiens vivent sur un territoire dont les Blancs ont besoin. La copropriété n'étant pas envisageable, les Indiens ont le choix entre émigrer ou disparaître.

Au début du vingtième siècle, les guerres indiennes sont terminées. De 600 000 en 1776, les Indiens ont vu leur nombre passer à 220 000 en 1910. Pour en terminer avec cet aspect particulièrement complexe de l'histoire de ce pays, notons

qu'aujourd'hui un tiers des Indiens vit au-dessous du seuil de pauvreté. Leur attitude de méfiance envers les Blancs est restée la même. L'Indien Raven Silva affirme : "L'Amérique est le dernier endroit du monde à affirmer ses torts. Ce pays est atteint d'amnésie géographique et historique." Les Indiens ont obtenu la citoyenneté américaine en 1924 à la condition de renoncer à ce qui constituait leur "indianité"; ils ont été autorisés à pratiquer la religion qui est la leur par le Congrès en 1976.

Il n'est pas question de laisser croire que cette attitude est particulière à l'Amérique. On la retrouve évidemment et malheureusement chez la plupart des peuples à tradition coloniale. Son originalité ici est qu'elle a dégénéré de façon tragique et qu'elle a abouti à la quasi-extermiation, en un temps très court, de toute une civilisation pour permettre à une autre civilisation de naître sur le même territoire. Une violence extrême l'a caractérisée car, contrairement aux conflits menés par d'autres nations coloniales, une fois l'affrontement décidé, aucune porte de sortie honorable n'était possible pour le vaincu : un seul territoire disponible, et pas de solution de repli.

3. Deuxième mouvement : l'espace américain

1. Les voisins

Entre la révolution américaine et la guerre de Sécession, les Etats-Unis vont s'employer à constituer et à consolider leur territoire national proprement dit. Cette entreprise va les voir s'opposer à tous les obstacles que représentent les peuples indigènes d'une part, mais aussi les puissances coloniales européennes et leurs colonies ou états dérivés tel le Canada et le Mexique. L'étape suivante prendra des formes différentes puisqu'il ne s'agira plus de s'approprier officiellement le territoire, mais d'assurer la sécurité et la prospérité de la nouvelle puissance. C'est la domination du deuxième cercle que les Américains eux-mêmes nommeront le continent occidental.

1. Le Canada

La guerre de libération avait été gagnée sur les Anglais qui reconnaissaient l'indépendance américaine, mais elle avait coûté cher tant en vies humaines que par la présence pesante en territoire

continental des alliés qui se payaient ainsi de leur aide. Cependant la France, l'Espagne et la Hollande, trop heureuses d'avoir pu contrer l'Angleterre, n'étaient pas sorties enrichies de cette victoire. Ce ne fut pas le moindre des traits de génie des dirigeants américains que de profiter de cet épuisement financier pour racheter la Louisiane à la France, puis la Floride à l'Espagne. L'achat de la Louisiane, la "plus grande affaire des Etats-Unis" leur ouvrait le Mississippi et son débouché vers le Golfe du Mexique.

A peine ce gain territorial pacifiquement et magistralement obtenu, les Etats-Unis portèrent leur attention vers leur frontière nord. Les Britanniques du Canada ne faisaient rien pour améliorer les relations avec leur jeune voisin. Frustrés de leur éviction des colonies, inquiets de la puissance grandissante de leurs anciens sujets et de l'afflux incessant de pionniers américains, ils ressentaient la situation comme une agression intolérable. Ils n'hésitaient pas à encourager et soutenir tous les mouvements, en particulier indiens, pour faire pièce à ces pionniers qui convoitaient les régions boisées et favorables de l'Indiana et du Haut-Canada. Ce conflit indien servit de couverture à la volonté américaine de conquérir et d'absorber le Canada. Le Congrès déclara la guerre à la Grande-Bretagne en juin 1812. Soulignons que, comme nous le verrons bien souvent dans le futur, des voix indignées s'élevèrent pour dénoncer cette attaque contre une nation certes ex-colonisatrice, mais aussi et d'abord cousine et ceci dans un moment difficile de sa lutte contre Napoléon. Néanmoins, la décision politique s'appuyait sur un sentiment général de besoin d'expansion, lui-même étayé par une envie d'un pillage assurément facile au seul regard du rapport des forces : sept millions d'Américains contre sept cent mille Canadiens. C'était sans compter sur trois facteurs importants : la qualité des forces anglo-canadiennes appuyées par les Indiens, le manque de cohésion de l'Union due à sa trop récente jeunesse, la fidélité à la Couronne des Canadiens français déjà inquiets du pouvoir d'absorption qu'ils devinaient chez les Américains. A la fin des hostilités, la position du Canada en dehors de l'Union était entérinée et resterait maintenant admise.

Il convient de souligner l'importance de cet épisode souvent passé sous silence dans les manuels officiels de l'histoire américaine : la tentative d'expansion de ce peuple entreprenant était mise en échec par un de ses voisins grâce à une volonté appuyée d'indépendance et une courageuse lucidité face au réel danger de succomber aux sirènes de l'intégration à l'américaine.

2. Le Mexique

Une fois figée leur frontière avec leur voisin du nord, les Américains regardèrent vers leur flanc sud où le Texas constituera l'élément majeur dans la stratégie américaine envers le Mexique. Englobé dans le territoire mexicain après que le pays eut accédé à l'indépendance, il en était reconnu comme partie intégrante. Mais dès 1821, des colons américains, conduits par Stephen Austin, vinrent s'y installer. Ils y furent vite majoritaires et développèrent un état esclavagiste basé sur la culture cotonnière. Exigeant une autonomie significative du gouvernement mexicain, ils entrèrent en rébellion, ce qui mena au massacre de 1836. Cela n'empêcha pas la république du Texas de naître le 2 mars de la même année, et d'être aussitôt reconnue par le président des Etats-Unis. Bientôt, profitant du souhait de la majorité texane venue du nord, le président Tyler proposait l'annexion pure et simple. Ce fut chose faite le premier mars 1845.

Cette remarquable augmentation du territoire se réalise alors que l'opinion américaine était très sensible aux thèses développées par le journaliste L. Sullivan sur la "destinée manifeste" de la nation. Cette annexion, qui fit évidemment réagir le gouvernement mexicain, devint l'occasion de continuer une expansion territoriale vers le sud, au nom d'une certaine idée de la supériorité culturelle des anglo-saxons. Le général Zachary Taylor mena alors une guerre d'invasion qui le conduisit du Rio Grande à Mexico en 1848. Le Mexique est alors tenu de céder à son vainqueur la Californie, le Nouveau-Mexique, l'Arizona, l'Utah, le Nevada, soit près de la moitié de son territoire. Notons que face à cette guerre d'invasion délibérée, des voix s'élevèrent avec force pour dénoncer cette ambition démesurée et sauvage. Les Etats-Unis arrêteront là leurs acquisitions territoriales, mais le drame du Mexique n'en sera pas terminé pour autant : dictature, coup d'état, guerre civile, intervention étrangère, libération du pays en 1867 marquée par l'exécution de l'Empereur Maximilien.

On peut comprendre que cette expansion hors du commun que ce soit en taille ou en rapidité génère des problèmes de cohésion. La guerre de Sécession en fut l'exutoire. Souvenons-nous que le président Lincoln avait fait remarquer que la question de l'esclavage n'était pas la question majeure, et à maintes reprises, il avait déclaré que la chose essentielle était la préservation de l'Union et de son unité organique, menacée de démembrement par ses propres forces centrifuges. Cette possibilité fut perçue par plusieurs hommes d'état européens, en particulier britanniques, qui pensaient que le morcellement du colosse américain pourrait mettre fin à la rivalité impériale naissante des Etats-Unis, et laisserait à l'Europe son pouvoir de domination sur le monde. Les sympathies européennes apportèrent un encouragement décisif à la rébellion projetée par les fondateurs de la Confédération. L'actif encouragement donné par les Américains aux nombreux mouvements révolutionnaires d'Europe en Irlande, en Allemagne, dans l'Empire autrichien, avait forcément dressé contre

eux les classes dirigeantes du Vieux Monde. Mais si les états prirent des positions et des mesures, l'Europe n'existait pas en tant que volonté politique et les méfiances internes firent obstacle à toute diplomatie commune. Ce fut finalement la France de Napoléon III qui prit la mesure la plus décisive en envoyant une armée conquérir le Mexique. Visionnaire, l'Empereur essaya d'entraîner les Britanniques : " Je n'ai pas besoin d'insister sur l'intérêt commun que nous avons, en Europe, à voir le Mexique pacifié s'il était régénéré, il formerait une barrière infranchissable aux empiétements de l'Amérique du Nord". Toutes ces tentatives échouèrent face à la méfiance des Anglais, mais aussi à cause de l'anglophobie toujours présente chez les Français pour qui "l'unité de l'Amérique, c'est-à-dire la seule puissance maritime qui contrebalance l'Angleterre, constitue pour toute l'Europe l'unique garantie de liberté des mers" (Edouard Laboulaye). Lors de la capitulation du général Lee, l'Europe avait perdu sa dernière chance d'établir un quelconque équilibre des forces au-delà de l'Atlantique.

A la fin de cette première époque, nous pouvons voir les Etats-Unis d'Amérique tels qu'ils sont restés jusqu'à aujourd'hui du point de vue de leur géographie continentale. S'appuyant successivement sur les Britanniques puis sur les Français, ils se sont taillé leur territoire vital aux dépens des Indiens et des trois Empires coloniaux présents dans cette région du monde. Bientôt détenteurs d'une puissance significative, devenus indépendants, ils obtiennent leur frontière sud au détriment cette fois du Mexique. A peine cette grande oeuvre achevée et peut-être en partie à cause de la rapidité de cette croissance, les voilà plongés dans une guerre civile, atroce comme toutes les guerres civiles. L'exploit est, après quatre années de ce conflit, d'en sortir unifiés et finalement renforcés sous la houlette des éléments les plus prospères, mais aussi les plus entreprenants et aventureux.

2. La doctrine Monroe

En 1823, le président Monroe proclama la doctrine fameuse qui porte son nom. Elle enjoignait les puissances impérialistes de l'Europe de ne pas toucher à l'hémisphère occidental, et en retour, leur promettaient de s'abstenir de s'immiscer dans les affaires européennes. Avant de voir comment cette doctrine fut appliquée, il convient de noter qu'au moment de sa proclamation, elle était proprement inapplicable. En effet, en 1823, les Etats-Unis étaient incapables d'empêcher les Européens de revenir dans leurs colonies s'ils en avaient envie et inversement totalement incapables d'intervenir dans les affaires européennes. Qui plus est, rien ne venait étayer la déclaration et expliquer pourquoi les Etats-Unis avaient une telle sollicitude de propriétaire pour les lointaines républiques de l'Amérique du Sud. Que penser de cette déclaration à la fois présomptueuse et impertinente ? Qu'elle n'avait pas été faite par des inconscients et des vaniteux, mais par des hommes d'état qui

voulaient faire une déclaration d'intention, sans s'illusionner sur sa valeur en terme de pouvoir effectif. Cette prise de position marquait le fait que les Etats-Unis voulaient qu'il soit tenu compte de leurs intérêts chaque fois que l'Europe formulerait une revendication concernant les Amériques. Mis à part le sens profond de cette doctrine qui s'est révélée l'une des déclarations américaines de politique étrangère les plus importantes et les moins bien comprises, elle n'eut pas le moindre effet ni sur l'instant ni plus tard.

1. Les approches maritimes

Si la doctrine de Monroe n'eut aucun effet immédiat, elle n'en était pas moins à la base de la vision à long terme des dirigeants américains. John Quincy Adams, d'abord secrétaire d'Etat puis président des Etats-Unis, pratique ce qu'il appelle la "stratégie de l'attente patiente". Il explique en 1823 "qu'il y a des lois de gravitation politique, comme il y en a de gravitation physique, et de même qu'une pomme détachée de l'arbre par la force du vent se trouve, même si elle le voulait, dans l'impossibilité de ne pas tomber à terre, Cuba, une fois rompu le lien qui l'unit à l'Espagne, doit nécessairement graviter vers l'Union nord-américaine". L'attente patiente commença par une à peine discrète mainmise sur l'économie cubaine. Profitant des crises sur le sucre, de la concurrence de l'Europe et jouant sans remords de leurs propres taux douaniers, les compagnies américaines étaient dès les années soixante en possession de toute la chaîne de production, et donc bien placées pour suivre et éventuellement orienter l'agitation sociale qui durera trente années pendant lesquelles les Espagnols se maintiennent par la force. En 1898, la répression du général Weyler est effectivement impitoyable et la cruauté de ses méthodes provoque une violente campagne anti-espagnole aux Etats-Unis. La protection des intérêts nationaux tout à fait réels conduit les Américains à envoyer le croiseur Maine dans le port de la Havane où il explose malencontreusement le 15 février. Plus aucun obstacle ne s'oppose à une intervention en force qui est ordonnée par le président McKinley sous l'impulsion d'un lobby impérialiste toujours plus puissant dont fait partie le futur président Théodore Roosevelt. En deux semaines, les Etats-Unis détruisent la flotte et l'armée de l'Espagne et s'emparent du reste de son empire, dont Porto-Rico. A la fin de la même année, le traité de Paris prend acte des faits accomplis et les nations européennes entérinent la défaite de l'Espagne et la maîtrise des îles par les Etats-Unis.

On eut pu croire que les libérateurs, conscients de leur rôle historique, accorderaient aux Cubains les acquis de leur révolution. Mais, les Américains jugèrent qu'il convenait de maintenir leur emprise sur l'île tant que la "pacification" ne serait pas terminée. Ainsi, un commandement militaire s'installa officiellement jusqu'en 1901. Quand

la république fut enfin proclamée, le Congrès venait d'adopter un amendement remarquable qui accordait au gouvernement le droit d'intervention en tout temps, pour autant que les intérêts et la vie des ressortissants américains ainsi que l'indépendance de Cuba, soient en péril. On comprend que cette indépendance de l'île ne soit que de façade et on devine aisément dans cette libération du joug colonial et cette protection généreuse les germes de la cohabitation agitée que connurent les Etats-Unis et Cuba jusqu'à nos jours. Cuba ne fut évacué par l'armée américaine qu'en 1909, et reprise par les Marines en 1912 puis en 1917.

Depuis 1820, les navires américains et en particulier les baleiniers avaient pris l'habitude de relâcher dans les ports de l'île d'Hawaï. Toujours entreprenantes, les missions protestantes avaient précédé les colons et développaient parallèlement une culture pro-américaine et les plantations de sucre à destination de la mère-patrie. Un traité commercial fut signé entre le royaume d'Hawaï et les Etats-Unis en 1875, et dès 1893, la position des colons était suffisamment forte et l'opinion publique disposée à l'impérialisme que des révoltes furent fomentées et le rattachement aux Etats-Unis demandé. Face au refus du président Cleveland, les planteurs proclamèrent une république Hawaïenne qui fut reconnue sur l'heure par Washington. En 1898, portés par la vague de leur victoire sur l'Espagne, les Américains, avec l'accord du gouvernement local, entérinent l'annexion.

Toujours dans le mouvement de conquête consécutif à la guerre hispano-américaine, les Etats-Unis poussent jusqu'aux confins de la mer de Chine, montrant par là une interprétation quelque peu large de la doctrine Monroe. L'amiral Dewey quitte Hong Kong, se dirige vers la baie Manille où il détruit la flotte espagnole, le 1 mai 1898. Il donne sa parole au révolutionnaire Aguinaldo de l'aider à établir l'indépendance des Philippines en échange de son assistance contre le colonisateur espagnol. Pour toute récompense, la délégation menée par Aguinaldo se voit signifier l'interdiction de prendre part à la conférence de Paris, à la conclusion de laquelle elle a la désagréable surprise du fait accompli : les Philippines ont été cédées aux Etats-Unis par une Espagne déchue. Le 10 décembre, contre une indemnité de vingt millions de dollars, celle-ci proclame la propriété de son vainqueur sur l'archipel. En janvier 1899, cependant, Aguinaldo proclame l'indépendance de son pays, suscitant une riposte immédiate. Au bout d'une campagne de presque trois années, il doit se rendre et passer sous le joug (mars 1901).

L'Espagne, nation coloniale, était défaite et ne retrouverait plus jamais sa grandeur, en grande partie par l'action des Etats-Unis. Les peuples libérés de son joug avaient pour la plupart obtenu des gouvernements indépendants. Mais ils avaient troqué leur servitude pour un semblant de liberté. Bien que les formes changent, ils se retrouvaient soumis à un pouvoir qui ressemblait beaucoup au colonialisme. Condamnés à servir les intérêts de leurs libérateurs, leurs économies seraient essentiellement dirigées par les compagnies américaines, aux dépens des intérêts locaux. Quant à leur indépendance politique, elle resterait soumise à son adéquation aux visées géopolitiques de Washington.

2. L'Amérique du sud

Les Américains considèrent que l'Amérique latine fait somme toute partie d'une famille dont les Etats-Unis sont le "pater familias" ou au moins le frère aîné. La croyance que l'appartenance au même hémisphère puisse créer des liens spéciaux deviendra un des mythes tenaces de la diplomatie américaine. Ce mythe a pris naissance au moment de la révolte commune contre le colonialisme européen. Il s'entretiendra grâce à un déséquilibre économique et politique qui permettra aux Etats-Unis de devenir plus puissants que toutes les nations d'Amérique latine réunies. Ce déséquilibre et la conscience de cette supériorité entraîneront facilement une attitude protectrice et moralisatrice non dépourvue de condescendance. Mais, même géographiquement parlant, les Etats-Unis ne sont pas véritablement les voisins de la plupart des pays d'Amérique du sud. New-York est plus près de Paris que de Lima, plus près d'Athènes que de Buenos Aires. D'un point de vue géographique, ces pays sont en fait dans un autre hémisphère, l'hémisphère sud, caractérisé par un écosystème, des modes de vie et des tempéraments différents du nord.

Sous le président Roosevelt, la doctrine de Monroe, depuis longtemps moribonde, fut sortie des cartons poussiéreux, ressuscitée et habillée de neuf de façon à correspondre au nouvel esprit de *Manifest Destiny*. Ce qui autrefois, avait été une déclaration soulignant la volonté américaine de protéger l'indépendance des nations américaines contre les nations pillardes d'Europe, devenait maintenant un manifeste par lequel Washington proclamait son droit d'intervention en tant que gendarme de l'hémisphère. Dans le célèbre corollaire qui porte son nom, le président Roosevelt déclara au Congrès, en 1904 : "L'infraction chronique à la légalité peut en Amérique, comme ailleurs, nécessiter en dernier recours l'intervention de quelque puissance civilisée : dans l'hémisphère occidental, l'adhésion des Etats-Unis à la doctrine Monroe peut contraindre les Etats-Unis, dans des cas flagrants d'infraction à la légalité ou d'impéritie, à exercer, bien qu'à contrecœur, un pouvoir de force de police internationale". C'est là une transformation radicale aussi bien de l'objectif que de la portée de la doctrine primitive. Au lieu de se contenter de veiller amicalement à

l'indépendance des républiques-soeurs, les Etats-Unis se mettaient, de leur propre chef, en devoir de surveiller la conduite de ces états.

Au nom de cette doctrine, le désir de mettre un frein à l'anarchie qui sévissait dans les jeunes états des Caraïbes conduisit les Etats-Unis à des interventions militaires dans une demi-douzaine de pays au cours des premières décennies de ce siècle. Non seulement Panama fut enlevé à la Colombie et la zone du canal placée sous la souveraineté permanente des Etats-Unis, mais le Nicaragua fut presque continuellement occupé par les troupes américaines de 1912 à 1933, Haïti de 1915 à 1934 et la république Dominicaine de 1916 à 1924. En outre, comme on l'a vu plus haut, les Etats-Unis intervinrent maintes et maintes fois à Cuba jusqu'à l'abrogation, en 1934, de l'amendement Platt.

Cette glorieuse conception du rôle des Etats-Unis sur l'hémisphère occidental n'était pas toujours facile à assumer et à faire accepter. Les Etats-Unis se trouvaient exposés aux accusations d'impérialisme qui gênaient plutôt la conscience américaine. Les efforts pour faire adhérer les états latino-américains à l'esprit de la doctrine et accepter ses effets n'aboutirent que sous le président Franklin D. Roosevelt à qui revient le mérite de donner de nouvelles assises aux relations avec l'Amérique latine par la mise en oeuvre de la politique de "bon voisinage". Ceci fut traduit dans les faits par la création en 1948, à Bogota, de l'organisation des Etats américains (OEA) qui était un véritable désaveu de l'interventionnisme : "Aucun Etat ou groupe d'Etat n'a le droit d'intervenir directement ou indirectement, pour quelque raison que ce soit, dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre Etat, quel qu'il soit". Cette noble déclaration d'intention qui obligeait les Etats-Unis à renoncer à la "diplomatie de la canonnière" arrivait malheureusement dans l'euphorie de l'après-guerre, mais avant le début de la guerre froide. Elle ne permettait plus aux Etats-Unis de lutter contre leur ennemi principal, le communisme, qui avait toute les chances de se révéler sous l'aspect d'une prise de pouvoir par l'intérieur. Aussi, dès 1954, lors d'une réunion de l'OEA à Caracas, le secrétaire d'Etat John Foster Dulles fit voter non sans peine la déclaration suivante : "Si les institutions politiques d'un quelconque état américain venaient à tomber sous la coupe ou l'autorité du mouvement communiste international, cela constituerait une menace contre la souveraineté et l'indépendance politique des Etats américains". C'est nanti de ce feu vert que la CIA se mit en devoir de régler le problème du Guatemala en renversant le président Arbenz. La doctrine de non-intervention avait vécu.

4. Troisième mouvement : au secours du monde

1. La Grande Guerre

Au début du vingtième siècle, alors que les Etats-Unis se projettent sur leurs approches maritimes, maîtrisent le continent occidental et continuent avec succès la mise en valeur de leur territoire, il n'y a pas encore d'excellentes et évidentes raisons pour qu'ils interviennent en Europe. Malheureusement, l'Europe va les leur donner elle-même en décidant de se suicider.

1. Le suicide de l'Europe

Les puissances européennes sont alors encore extrêmement fortes et développées. Elles contrôlent la majeure partie du monde. La Grande-Bretagne est, et de beaucoup, l'empire le plus vaste et le plus puissant. La seule partie de la planète où son hégémonie ne s'exerce pas est l'Europe elle-même, avec son extension russe. En effet, la Royal Navy est capable d'intervenir sur toutes les mers et même l'hémisphère occidental dépend de sa présence pour assurer sa sécurité et sa stabilité. Mais cette prédominance britannique n'est possible qu'à la condition de la préservation de "l'équilibre des puissances" sur le continent. Les tensions savamment entretenues par la Grande-Bretagne entre les puissances continentales - Russie, Allemagne, France - maintiennent une température politique assez constante prévenant une coalition continentale de jamais inquiéter l'Angleterre.

En ce début de siècle cependant, un fait nouveau survient. Une nouvelle puissance, l'Allemagne prussienne semble vouloir chercher sa place au soleil. Elle fait même affront à la Grande-Bretagne en la défiant sur son domaine de prédilection : la puissance maritime. De ce conflit entre un empire vieillissant et un jeune et un vigoureux et brutal aspirant à l'imperium surgit la Grande Guerre européenne. Sur une période de trente années, en deux temps forts 1914-1918 et 1939-1945, toutes les puissances du continent, Grande-Bretagne comprise, vont se détruire. Elles disparaîtront totalement comme l'Empire Austro-Hongrois et Ottoman, se ruineront territorialement et humainement comme l'Allemagne et la France, deviendront l'ombre de leur passé comme l'Empire britannique.

Au cours de cette période et particulièrement pendant les deux guerres mondiales, les Etats-Unis vont se retrouver impliqués, selon des modalités différentes mais pour des raisons fondamentalement identiques et un résultat unique : ils sont en 1945 une superpuissance mondiale au détriment essentiellement de l'Europe. On notera que leurs

préoccupations géopolitiques du moment ne les obligeaient pas à s'impliquer dans cette aventure. Engagés comme ils l'étaient dans d'autres régions du monde, ils auraient pu en effet utilement concentrer ailleurs leurs efforts. Mais l'Europe va leur offrir une occasion unique et inespérée de faire un bond en avant inimaginable.

2. L'engagement contraint

En dépit de leur neutralité affichée au début du premier conflit mondial, les Etats-Unis se trouvèrent rapidement et directement impliqués dans les événements européens. Leur intérêt stratégique était de rester neutre et de continuer leur effort pour accroître leur emprise dans les Caraïbes et le Pacifique. Mais deux éléments militaient pour un engagement rapide et des plus sérieux. Le premier est que l'isolationnisme politique n'implique pas la neutralité sentimentale. Dans son ensemble, la population américaine est alors sympathique à la cause des alliés et hostile aux puissances centrales teutoniques. Le deuxième est d'ordre économique : les Etats-Unis pourront bientôt mettre au crédit du conflit la fin d'une sérieuse dépression économique quand la France et la Grande-Bretagne deviendront d'avidés clients. Dès 1915, les économies des trois pays étaient complètement et étroitement imbriquées au seul profit des Etats-Unis qui de débiteurs, devinrent créditeurs des Européens. Au regard de cette situation, la position dominante de l'Allemagne en 1917 ne pouvait absolument pas être acceptable pour les Américains : une défaite de leurs alliés leur aurait causé un choc économique trop insupportable. Les éléments étaient donc réunis pour justifier l'intervention américaine. L'ambassadeur américain à Londres, analysant la situation militaire sur le continent écrit en mars 1917 : " Il n'est pas improbable que la seule façon de maintenir notre actuelle prééminence commerciale et d'empêcher une panique soit de déclarer la guerre à l'Allemagne". La guerre sous-marine à outrance imprudemment décidée par l'Allemagne fournit une raison immédiate et lisible de l'intervention qui sera aussi inévitable que déterminante. "L'Amérique devint, par là même, le facteur décisif" déclare Ludendorff. Les empires centraux sortent défaits de ce conflit.

Avant toute considération sur ce qu'il advint ensuite de l'Europe, il faut constater que l'intervention fut sollicitée et espérée par tous les alliés, avec au premier rang de ceux-ci la France. Sans cette intervention, l'ensemble du continent européen était voué à la rude domination germanique. Il est clair que la souveraineté des anciennes nations et l'indépendance des états doivent leur continuité à l'intervention de la jeune et dynamique cousine de l'Angleterre. Certes, les Américains faisaient ainsi preuve de leur reconnaissance pour l'appui moral, financier et militaire que la France leur avait accordé pendant leur révolution. Mais l'Europe des alliés se doit de reconnaître sans ambiguïté le rôle déterminant des forces américaines et d'honorer le sacrifice de milliers

de soldats américains venus combattre sur son sol, loin de chez eux, au nom de cette amitié transatlantique.

Nous avons donc constaté les raisons objectivement géopolitiques des Etats-Unis pour intervenir en Europe. Nous avons compris le sentiment du peuple américain fait de sympathie pour la cause des alliés mais aussi d'isolationnisme et de volonté de non-intervention. Comment les dirigeants transformèrent-ils ce sentiment partagé en un formidable enthousiasme permettant de poursuivre le destin géopolitique du pays? Par une propagande interne nouvelle, intense et d'une efficacité tout à fait stupéfiante. Ce moyen, validé par cette expérience, sera très souvent utilisé par les autorités au cours des décennies suivantes. L'opinion publique américaine, puissante et incontournable, montrera ainsi un remarquable et inquiétante propension à être manipulée. Notons que l'Acte sur l'espionnage de 1917 et celui de 1918 sur la sédition, pleinement soutenus par l'opinion publique, permirent au gouvernement d'arrêter 1500 personnes pour manque de loyalisme.

La guerre gagnée, les Américains conçurent le projet de rentabiliser leur engagement qui, bien que fort louable, n'en était pas moins intéressé. Sous l'impulsion du président Wilson, ils tentèrent de créer la première des organisations supranationales qui, malgré tout l'idéalisme de son initiateur, avait pour vocation à organiser les nations dans la paix mais, bien entendu, sous l'égide des Etats-Unis. Cette Société des Nations répondait par ailleurs à un besoin évident et immédiat. Il fut rapidement clair que les nations de l'Europe n'avaient pas réglé leur problème et que les antagonismes entre anciens adversaires comme entre alliés ne pouvaient que conduire à un nouveau conflit. Malgré cette évidence, c'est une nouvelle fois l'opinion américaine qui s'imposa et refusa de suivre les idées de son président. Par le biais du Congrès qui repoussa la ratification et revint à un isolationnisme désuet, les Etats-Unis refusèrent de régenter un nouvel équilibre européen. Mais, parallèlement à cette volonté de non-ingérence politique, la guerre avait installé un nouvel ordre économique. Il était symbolisé par l'énorme créance de dix milliards de dollars que les Américains avaient sur l'Europe. Ces dettes auraient pu être remboursées en exportations. Mais la tentation isolationniste se manifesta dans ce domaine par une augmentation désastreuse des droits de douane. Une guerre commerciale s'ensuivit qui fit évidemment tort à l'ensemble des intervenants, dont les Etats-Unis. La Grande Dépression commença à balayer le monde.

Nous l'avons dit, il n'est pas convenu d'analyser ici le détail des événements économiques. Mais il est important de noter que lors de cette crise, les Etats-Unis furent tenus pour responsables des événements par l'opinion publique. La volonté affichée de recouvrer les créances sur les alliés qui les considéraient comme la participation américaine à l'effort de guerre, le blocage

du commerce mondial par les excessifs taux douaniers, installèrent un malaise entre les deux rives de l'Atlantique.

2. La deuxième guerre mondiale

Les illusions disparues, on commença à faire un bilan réaliste de l'état du monde dès 1930. Edouard Herriot notait alors que "l'hégémonie européenne avait été sérieusement ébranlée et qu'à certains égards, elle apparaissait comme une colonie de la jeune Amérique, sa filleule". Poussant son raisonnement et son analyse, Herriot jetait les bases de ce que l'on appellerait aujourd'hui un concept européen. Il est bien entendu que cette remarquable idée reçut l'accueil le plus froid de la part des Britanniques, toujours accrochés à leur idée d'équilibre des forces sur le continent et surtout enclins à s'appuyer sur leur empire colonial encore puissant et productif. Les Américains suivirent la voie dans laquelle les Britanniques s'étaient engagés et se montrèrent méfiants à l'égard des propositions françaises. Ainsi, la nouvelle formule qui aurait pu permettre à l'Europe de survivre ne fut pas trouvée.

1. L'engagement maîtrisé

L'Europe s'achemina donc vers un deuxième conflit, l'Amérique se retranchant pour sa part derrière son isolationnisme populaire. Ceci fut annoncé comme la politique officielle de l'administration du président Franklin Roosevelt. Le 6 janvier 1936, le président annonça que dans l'avenir, les Etats-Unis resteraient neutres en ce qui concernait les affaires européennes, au grand contentement d'Hitler qui, deux mois plus tard, envoyait l'armée allemande dans la zone démilitarisée du Rhin. Cet isolationnisme se manifestait aussi dans le refus d'assister les cousins britanniques dans leur bras de fer avec les Japonais en Extrême-Orient. Cette position inquiétait déjà le président Roosevelt qui comprenait que ce refus d'engagement, motivé par la politique intérieure, ne faisait pas le jeu géopolitique idéal des Etats-Unis. Il ne faisait pas non plus le jeu de l'Europe qui, au gré des attermoissements américains, se précipitait vers un conflit où la France et la Grande-Bretagne entre autres avaient tout à perdre.

L'entrée en guerre des Etats-Unis en Europe était cette fois soumise à condition : les erreurs du premier engagement ne seraient pas commises de nouveau. Le président voulait des garanties de main libre pour pouvoir justifier chez lui cette action extérieure qui promettait

d'être un coûteux investissement. La condition était que les Etats-Unis aient la maîtrise de la guerre et de la paix. Or, cette maîtrise était, depuis l'armistice signé par la France, aux mains de la Grande-Bretagne. Il n'est pas abusif d'affirmer que les Américains mirent implacablement les Anglais au pied du mur. Leurs rapports évoluèrent de plus en plus de ceux de souverain à vassal. L'aide américaine fut assurée quand Churchill obtempéra à l'ultimatum énoncé par le secrétaire d'état au trésor, Morgenthau : " Il s'agit de savoir si Monsieur Churchill se remettra entre les mains de Monsieur Roosevelt avec une confiance totale. Il appartiendra ensuite à Monsieur Roosevelt de décider ce qu'il veut faire". S'étant entièrement remise entre les mains des leaders américains, l'Angleterre fut sauvée in extremis.

Il est curieux de noter combien l'engagement américain dans cette partie du monde fut orchestré par un seul homme : le président des Etats-Unis. L'opinion publique, encore dans le souvenir de la première guerre mondiale, restait défavorable à la guerre en Europe. Cette défaveur ne s'étendait d'ailleurs pas à un engagement contre les Japonais qui représentaient dans l'inconscient collectif un ennemi naturel. La question de l'engagement contre le Japon ne se posait donc qu'en terme de déclenchement des hostilités : il fallait un détonateur. Les Japonais le fournirent à Pearl Harbor.

2. La paix organisée

La pierre d'angle de la future organisation mondiale indispensable à la réalisation d'une suprématie politique américaine, provisoirement américano-soviétique, a été posée par la création de l'ONU. Ce projet est d'inspiration américaine, initié par le président Théodore Roosevelt dès 1941, et décidé en 1943 à la conférence des ministres des affaires étrangères à Moscou. L'ONU est fondée et entre officiellement en vigueur en 1945. L'objectif premier de cette organisation internationale est "le maintien de la paix", l'article 42 autorisant l'emploi de la force pour contrer une menace contre cette paix. C'est un lieu commun de dire que les missions de l'ONU en relation avec la sécurité collective ont pour la plupart été des échecs. La longue liste des agressions impunies et quelquefois non dénoncées le prouve tristement. D'un autre côté, on constatera que l'ONU prête facilement le flanc à l'accusation de partialité et d'outil soumis aux intérêts américains. Pour s'en convaincre, il nous suffira de noter que parmi les cinq membres permanents du conseil de l'ONU, ce sont les Etats-Unis qui ont le record d'utilisation du droit de veto et qu'entre 1970 et 1990, ils l'ont utilisé 60 fois, contre 26 à la Grande-Bretagne, 11 à la France, 8 à l'URSS. N'oublions cependant pas les efforts de certains secrétaires généraux de cette organisation pour redorer son blason et travailler à la paix mondiale sans arrière-pensée ni a priori. C'est peu dire qu'ils ne sont pas toujours

soutenus par les Etats-Unis qui marquent leur désaccord en refusant de payer des arriérés accumulés depuis des années. Sur ce sujet qui illustre bien la volonté américaine d'hégémonie au niveau mondial, laissons le dernier mot à l'actuel secrétaire, M. Kofi Annan : "Ce n'est pas l'emploi d'un secrétaire général que d'imposer la volonté des Etats-Unis aux 184 autres Etats membres."

Pour ce qui concerne directement l'Europe, la tentative d'instaurer un contrôle militaire date de 1944, lorsque Roosevelt décide que le général de Gaulle n'est pas représentatif des autorités françaises et qu'il convient d'installer en France l'AMGOT : le "gouvernement militaire allié pour les territoires occupés", sous commandement américain. La rapidité d'action de de Gaulle permit à la France d'y échapper. Dès cette époque-là, il avait conçu une future Europe forte, souveraine, qui pût faire jeu égal avec les Etats-Unis et l'URSS. Il songea à créer un axe franco-britannique, mais l'Angleterre de Churchill, considérant que sa vocation la portait vers le grand large et le cousin américain, déclina l'offre.

Après l'insuccès de Roosevelt face à de Gaulle, la politique des Etats-Unis dans l'immédiat après-guerre ressemble à une mise sous tutelle économique. Le discours d'adieu de George Washington en 1796 est à cet égard essentiel et fondateur. "Notre grande règle de conduite envers les nations étrangères doit être d'étendre nos relations commerciales, mais d'avoir aussi peu de relations possibles avec elles...Notre véritable politique est de ne contracter d'alliances permanentes avec aucune partie du monde". Fidèle à ce conseil, les Américains mettent en oeuvre le plan Marshall. Tel qu'il se présente, il satisfait les Européens à tendance atlantiste puisqu'il considère l'Europe comme une entité et surtout rassure les populations qui ont été persuadées que face à la menace de l'expansion soviétique, l'Europe n'est pas viable sans l'Amérique. A ce motif géopolitique vient s'ajouter de la part des Etats-Unis la nécessité de faire redémarrer l'économie européenne pour ouvrir des marchés sans lesquels la prospérité américaine eut été illusoire. Le secrétaire d'Etat Marshall annonce en 1947 qu'il importe d'envisager envers l'Europe une politique nouvelle, "dirigée non contre un pays ou une doctrine quelconque mais contre la faim, la pauvreté, le désespoir et le chaos. Elle devrait viser à ressusciter une économie". Le but avoué n'est pas d'établir de vraies relations commerciales : l'Europe est de toute façon trop affaiblie pour traiter comme un partenaire. La perspective est double : redonner vie à l'économie européenne pour assurer un espace de débouchés ; tisser des liens économiques forts qui ne permettront désormais plus à l'Europe de faire cavalier seul.

3. La guerre froide

1. Une guerre organisée

Certains historiens ne se gênent pas pour rendre les Etats-Unis responsables de la guerre froide. Sans cautionner de position extrémiste, une analyse attentive du contexte et de l'enchaînement des faits fait assez ressortir l'origine délibérée de la guerre froide, les deux impérialismes s'utilisant l'un l'autre comme repoussoirs afin de mieux consolider leurs systèmes de domination respectifs. Cette guerre, qui durera quarante années, permettra aux Soviétiques et aux Américains bien des actions et des manoeuvres ambiguës. Servant d'épouvantail, la menace soviétique et le communisme conduiront nombre de pays, et surtout les pays européens, à approuver compromis, accords et interventions proposés par les Américains.

Cette époque commence avec un énorme atout pour les Etats-Unis : la possession de l'arme atomique. Elle leur confère, par le biais d'une puissance apocalyptique démontrée à tous par le double bombardement du Japon, la suprématie militaire. Elle leur offre également une suprématie scientifique pouvant être transformée en un avantage technologique décisif, susceptible de constituer une arme économique capitale. Les bombes atomiques sur le Japon remplirent un double office : imposer à tout adversaire potentiel le spectre de la destruction totale et faire naître chez les européens l'idée d'une menace contre laquelle seule le parapluie nucléaire américain les protégerait. La guerre froide, dans ce cadre précis, s'imposait.

La meilleure définition de la guerre froide fut peut-être exprimée par le président Truman dans sa déclaration du 12 mars 1947 : "Notre politique doit être de soutenir les peuples libres qui résistent à la soumission que leur imposeraient des minorités armées ou des pressions extérieures." Ce programme laisse un vaste champ d'action à la puissance garante des valeurs des peuples libres. Les critères qui amèneront à l'engagement sur tel ou tel théâtre, la liberté et la paix, seront interprétés toujours suivant les orientations permanentes qui guident les choix américains. Truman poursuit ainsi : "Les Russes pensent aujourd'hui stupidement que nous sommes des impérialistes. Nous répondons que c'est le contraire qui est la vérité. Ce sont eux les impérialistes. Pas nous. Nous ne désirons aucun territoire nouveau. Nous ne voulons asservir aucun peuple. Nous projetons d'aider tous les autres peuples parce qu'en les aidant, nous nous aidons nous-mêmes".

Eisenhower souligne que les Etats-Unis qui possèdent les ressources matérielles, naturelles, technologiques et humaines les plus considérables qui soient, ce qui en fait une nation unique, suscitent la jalousie et l'envie. Ils sont donc l'objet d'un complot mondial visant à les éliminer. L'impérialisme soviétique, qui a cherché à s'emparer de la Turquie et de la Grèce, doit être contenu. Dans ce cadre, il est indispensable que les Etats-Unis assument la direction du monde libre car "nous sommes un peuple qui contemple avec compréhension et compassion l'ensemble des problèmes concernant l'humanité". C'est pourquoi l'Amérique doit soutenir l'ONU, "née sous Roosevelt mais effectivement construite sous Truman", organisation exemplaire qui permettra de faire pièce aux ambitions soviétiques.

2. L'OTAN

Le traité de l'Atlantique nord (OTAN) est certainement le symbole le plus fort de l'engagement des Etats-Unis contre le communisme. Il est le signe d'une renonciation à l'isolationnisme rendu impossible à la suite des deux guerres mondiales. Il est le pivot de la diplomatie américaine d'après-guerre qui repose sur l'endigement du communisme et l'intervention. Face à ses objectifs, nous pouvons affirmer que l'OTAN a rendu de grands services et a largement rempli sa mission. Il n'est maintenant pas exagéré de dire que cette organisation a gagné la guerre froide, autrement dit que les Etats-Unis ont gagné leur bras de fer contre l'Union Soviétique. Mais il est aussi important de bien comprendre la nature des relations entre alliés, en fait des relations entre le plus puissant et les autres. Cette nature a été mise en avant par le général de Gaulle qui, tout en reconnaissant la dépendance européenne de l'Amérique au moins aussi longtemps que dura la menace soviétique, pensait que, par sa position prépondérante au sein de l'Alliance, l'Amérique laissait l'Europe sans liberté d'action, incapable de parler en son propre nom et qu'elle avait fourni la base de l'abstentionnisme si accentué en Europe de l'après-guerre. Il est significatif de noter que le Traité de l'Atlantique Nord fut signé le 4 avril 1949, certes en réaction du blocus de Berlin commencé en juin 1948, mais aussi juste après la création d'un organisme de défense par les Européens de l'Ouest en septembre 1948, appelé alors Organisation de défense de l'Europe occidentale.

La mission que se donnera le général de Gaulle sera d'insuffler une nouvelle personnalité à l'Europe qui avait emprunté celle des Etats-Unis. Aussi bien, la politique étrangère de la France sera alors, bien que peu aimable envers les Etats-Unis, moins antiaméricaine que proeuropéenne. Et cette vision politique et non économique de l'Europe ne considèrerait pas l'intégration comme une fin en soi mais plutôt comme un moyen pour l'Europe de retrouver

dans les affaires mondiales la place qui avait été perdue au cours des deux terribles guerres civiles de ce siècle.

4. La décolonisation

Aux yeux des Américains, la Turquie et surtout la Grèce, occupent une position de carrefour. Ce carrefour peut servir de trait d'union entre les deux parties de l'Europe, permettant ainsi un rapprochement qui favoriserait l'avènement d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural, telle que l'imaginait le général de Gaulle. Il peut aussi être le passage de l'URSS vers le Moyen-Orient. Le Moyen-Orient est, lui aussi, la visée des volontés expansionnistes soviétiques, et par là un centre d'intérêt tout particulier des Etats-Unis. Mais c'est aussi les précieuses ressources de pétrole. Alors qu'Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Irak et Iran centuplent leur production, l'Amérique devient dès 1948 plus importateur qu'exportateur de ce liquide bon marché. Incidemment, notons que l'Europe dépend déjà pour un quart de ses importations de cette région du monde. La pensée que l'URSS pourrait récolter un peu de cette manne pétrolière et des avantages stratégiques qui s'y rattachent est tout à fait suffisante pour mobiliser la politique américaine afin de conserver son emprise sur la Grèce, la Turquie et le Moyen-Orient. Pour compléter la digue de "*containment*" du communisme, il fallait aussi prendre en compte l'Indochine qui faisait le lien avec le Japon.

1. Le Moyen-Orient

Hautement industrialisée, l'Europe occidentale pouvait économiquement se passer de la plupart de ses anciennes colonies et de ses sphères d'influence dans le monde. Mais dans la mesure où elle tenait à rester économiquement et militairement indépendante des Etats-Unis, deux régions étaient géopolitiquement vitales pour elle : l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, c'est-à-dire le monde arabe tout entier, de Casablanca au Golfe Persique, sous le sol duquel se trouvait le pétrole indispensable à son industrie.

Bien que les Britanniques aient évacué l'Egypte et replié leurs troupes du Moyen-Orient sur la zone du canal de Suez à la fin des années quarante, l'Europe contrôlait et influençait toujours cette partie du monde. Le canal était dirigé par une compagnie anglo-française ;

Anglais et Français possédaient la majeure partie des puits de pétrole et des pipe-lines du Moyen-Orient. Privés de ce contrôle, ils baissaient fatalement de poids en matière de puissance internationale, devenaient encore plus dépendants des Etats-Unis sur le plan militaire, et se trouvaient économiquement à la merci de la générosité américaine. Ce développement fatal se produisit en 1956.

Les premiers signes apparurent en 1944 quand le Congrès des Etats-Unis et le président Roosevelt commencèrent à manifester un vif intérêt pour l'idée d'un état juif. Encouragés, les Juifs palestiniens déclenchèrent une campagne de terrorisme contre les Arabes et les Anglais, mettant ces derniers dans une position difficile. Cette position fut rendue intenable par le refus des Américains de partager le fardeau de la responsabilité de l'administration de la Palestine. Il est bien évident que l'opinion publique américaine n'aurait pas accepté une intervention directe des forces armées sur ce nouveau théâtre qui s'ouvrait. Cela n'empêchait pas les leaders américains d'intervenir vigoureusement et imprudemment dans les débats pour satisfaire leur faction électorale sioniste et tenter de conserver l'amitié des Arabes chez qui ils avaient de gros intérêts pétroliers. D'hésitations en provocations, la Grande-Bretagne se déchargea du fardeau palestinien comme elle avait renoncé à celui gréco-turc, et naquit le nouvel état d'Israël, avec l'appui et l'argent des Etats-Unis.

Une nouvelle humiliation eut lieu pour la Grande-Bretagne en 1951 en Iran. Les deux tiers de la production iranienne satisfaisaient à l'époque les neuf dixièmes des besoins de l'Angleterre en pétrole, d'où son importance cruciale. La nationalisation des gisements par Mossadegh et l'ordre donné aux techniciens anglais conduisirent les Britanniques à une solution de force. Mais l'accord des Américains était nécessaire. Le président Truman le refusa catégoriquement. Les Britanniques furent expulsés. D'après l'éditorial de Newsweek, "ce nouveau Dunkerque provoqua dans toute l'Angleterre un sentiment d'humiliation nationale, et de plus, une tendance à reprocher aux Etats-Unis de ne pas avoir soutenu l'intervention militaire". Les Etats-Unis se mirent alors en devoir d'intervenir par CIA interposée en renversant Mossadegh. Mais pour les Anglais, le mal était fait. Ils durent se résigner à partager leurs avoirs et le règlement final leur laissa quarante pour cent de leur empire pétrolier, quarante autres pour cent revenant à la partie américaine du consortium international. Le monopole anglais du pétrole iranien avait pris fin, ainsi que son influence politique à Téhéran.

Quelques années plus tard, les Anglais connurent une nouvelle fois des problèmes pour conserver des forces dans la région du canal de Suez. Ils se retirèrent au moment où Nasser entamait un bras de fer avec les Américains pour financer la construction annoncée d'un barrage sur le Nil. Jouant une politique d'oscillations entre l'Est et l'Ouest, Nasser finit par provoquer les Américains qui exclurent brutalement toute idée de prêt. Les Anglais, non consultés quoique partie prenante, suivirent docilement le mouvement. Le 26 juillet 1956, Nasser nationalisait la Compagnie de Suez. La situation était résumée par M. Eden : "La fourniture continue de pétrole, vitale pour l'économie de l'Angleterre, dépend désormais des caprices du colonel Nasser". La conclusion fut rapide : "Ce fut une faute de renoncer au Mandat palestinien pour créer Israël. Ce fut également une faute de nous retirer de la zone du canal de Suez. Dans les deux cas, nous avons cédé à une forte pression américaine, et depuis, nous nous sommes vainement efforcés d'établir une politique commune anglo-américaine. Il ne nous reste plus maintenant qu'à nous défendre nous-mêmes." On connaît la suite de l'aventure : Français et Anglais, malgré un engagement énergique, furent obligés d'abandonner action, prétentions et fierté sous la pression pratiquement insultante des Américains.

2. L'Indochine

Les Etats-Unis avaient toujours soutenu du bout des lèvres la France dans sa lutte pour maintenir son empire colonial contre Ho Chi-minh qui avait été soutenu par les Américains dans ses combats contre le Japon pendant la deuxième guerre mondiale. Lors du siège de Diên Biên Phu, le Congrès américain comme le gouvernement anglais refusèrent de fournir des renforts et d'accepter une expansion de la guerre. Il était pourtant d'ores et déjà établi que le mouvement nationaliste vietnamien avait tout les caractères du communisme que les Américains diabolisaient et voulaient endiguer. La défaite française ne servait donc pas les intérêts de la croisade ; par contre, elle diminuait sensiblement la position des anciennes puissances coloniales dans la région et laissait la place à qui aurait les moyens et l'envie de l'occuper. Les Américains avaient envie de l'occuper et pensaient en avoir les moyens.

La politique d'endiguement en Asie voulait reposer une fois de plus sur un pacte, suivant la méthode qui faisait ses preuves en Europe avec l'OTAN. Une alliance asiatique passait aux yeux de son initiateur, John Foster Dulles comme le moyen idéal de se protéger des Russes, de contenir les Chinois, et de fournir un rempart militaire soutenu par l'Amérique dans les nouveaux états d'Asie, libérés depuis peu du joug

européen. Ce rempart allait du Japon au Pakistan en passant par Taiwan, la Thaïlande et justement le Sud Vietnam. Bientôt devenu un pion essentiel du dispositif en partie à cause de la faiblesse de certains autres maillons, les Etats-Unis se virent contraints de soutenir le régime de Diem économiquement puis par l'assistance militaire et enfin avec leurs propres soldats. Ils ne combattaient pas pour la liberté et la démocratie car elles n'existaient pas dans ces pays, mais parce qu'ils étaient convaincus que si une nation tombait aux mains des communistes, toutes les autres suivraient. Clairement, les Etats-Unis avaient maintenant à soutenir des régimes-clients à l'aide de leurs propres forces militaires, sans tenir compte de l'avis des populations et même parfois contre elles.

3. La CIA

Il n'est pas possible de parler de l'interventionnisme des Etats-Unis sans évoquer un des outils de cet interventionnisme qui, bien que répondant à une logique irréfutable, marqua les esprits et sema le doute au sein de l'Amérique elle-même. Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis gardèrent une innocence remarquable dans le domaine du renseignement. "Les gentlemen ne lisent pas le courrier des autres" disait Henry L. Stimson après la première guerre mondiale. Une des principales conséquences de l'attaque de Pearl Harbor fut la constatation de la nécessité d'un meilleur service de renseignement. Sous l'impulsion d'Alan Dulles fut créée en 1947 la *Central Intelligence Agency*, organisation centrale d'espionnage, placée sous la direction de civils et sous l'autorité du Conseil national de sécurité. Très tôt, la CIA reçut une autorité exclusive dans l'accomplissement des opérations secrètes.

En 1951, le président Truman créait le service chargé des opérations spéciales. Ainsi naquit un des plus puissants instruments de la politique des Etats-Unis, avec un budget dont le montant et la ventilation sont restés essentiellement secrets et qui emploie plusieurs dizaines de milliers de collaborateurs, officiels ou secrets. Cet organisme est non seulement la plus importante organisation secrète au monde, mais c'est aussi la plus efficace grâce aux qualités américaines typiques, sens de l'organisation, réalisme, habileté technique, volonté d'efficacité. Il est d'ailleurs certain que la CIA a réussi un grand nombre d'opérations secrètes, par exemple le renversement de Mohammed Mossadegh en Iran en 1953 et l'anéantissement du président Jacobo Arbenz Guzman au Guatemala en 1954. La fâcheuse publicité qui lui a été faite par quelques échecs retentissants ne peut que laisser soupçonner que de nombreuses opérations aient été tentées et réussies dans le plus grand secret. Son efficacité n'a pas besoin d'être vantée pour que la seule possibilité ou rumeur sur son intervention puisse influencer les hommes d'état étrangers. La simple menace, réelle ou imaginaire, de l'action souterraine de la CIA au Moyen-Orient, et la réalisation du coup d'état militaire en Grèce en 1967 suffirent à persuader les Egyptiens que les Américains les abandonnaient et qu'ils devaient se rapprocher des Syriens.

Ainsi, créée pour s'opposer au KGB du ministère de l'intérieur soviétique, une bonne part de l'activité de la CIA a été consacrée à maintenir l'ordre dans le monde non communiste et à accroître le contrôle des Etats-Unis sur leurs alliés et satellites, et ce sans qu'un contrôle efficace ait pu être établi sur son activité. C'est l'exemple d'un moyen d'action géopolitique en contradiction avec les idéaux fondamentaux et les déclarations officielles.

5. Quatrième mouvement : les Etats-Unis face à l'Europe

1. *Diplomatie et interventions*

Depuis 1952, la loi McCarran-Walter donnait le droit au gouvernement américain de refuser l'entrée au pays à des sympathisants communistes, ou jugés comme tels, et ce même sans aucune preuve. L'abrogation de cette loi en 1990 est un des meilleurs symboles de la fin de la guerre froide dans les esprits américains. Les prémices de cette fin officielle étaient visibles depuis l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir en 1985. Mais après quarante ans de croisade anticommuniste, Moscou représentait l'objet principal des maux de la planète. Les décideurs sont donc longtemps restés très prudents vis-à-vis des changements de l'Est. Cependant le monde bipolaire qui a prévalu pendant un demi-siècle a vécu : la signature à Paris en mai 1997 de l'accord historique OTAN - Russie l'atteste. Quoi qu'il en soit, l'OTAN est encore le fondement de la défense de l'Europe et les Etats-Unis continuent leurs interventions militaires et diplomatiques dans toutes les régions où l'Europe a des intérêts.

1. Toujours l'OTAN

Si une décennie après la chute du mur de Berlin, l'OTAN existe encore, c'est peut-être à cause d'une certaine inertie. Mais c'est certainement aussi parce que cette institution a toujours été plus qu'une réponse transitoire à une menace temporaire. Elle a assuré la sécurité et la stabilité en Europe, autorisant par là une activité économique suffisante dont on a déjà évoqué l'importance pour les Etats-Unis. L'OTAN est vraiment "au coeur de la stratégie européenne" des Etats-Unis comme l'a dit Warren Christopher. Pour survivre, l'Alliance a par ailleurs dû se réformer : d'abord en acceptant l'idée d'une identité de défense européenne, ensuite en préparant une extension de son emprise vers l'Est. Mais, que l'on ne s'y trompe pas, il s'agit bien plus de la

mainmise américaine sur l'Europe que de " l'émancipation " d'une sécurité européenne. Le secrétaire adjoint à la défense Walter Slocombe déclare ainsi : "le but de l'adaptation de l'OTAN est de permettre à tous les alliés de travailler ensemble de manière plus efficace, pas de trouver une façon pour l'Europe de gérer une situation sans les États-Unis". Le commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe, le général Joulwan, est encore plus clair quand il affirme devant une commission du Congrès, où la langue de bois n'est pas de mise : "les États-Unis doivent rester engagés comme leader de l'OTAN pour aider à façonner les événements pour qu'ils correspondent à leur objectif national".

Pourtant, la fin de cette guerre qui avait mobilisé les énergies des États-Unis pendant plus de quarante années allait conduire instinctivement les Américains à attendre et à réclamer les "dividendes de la paix". C'est dans ce cadre que le président Bush annonçait le 31 janvier 1990 des réductions très importantes des forces conventionnelles en Europe. Le politique répondait donc à la pression de l'opinion publique. Les responsables militaires ont vu cette orientation d'un oeil inquiet : ayant construit lors de cette "drôle de guerre" l'outil militaire le plus puissant n'ayant jamais existé sur le globe, ils se demandaient comment conserver ces acquis. De même, on conçoit aisément que l'énorme industrie américaine de l'armement qui vit des investissements gigantesques consentis par les États-Unis ne peut elle-même qu'avoir de graves inquiétudes quant aux conséquences de cette tendance.

Toutes ces raisons font qu'il est compréhensible que le retrait des forces américaines d'Europe et la diminution en volume de la participation directe américaine à l'OTAN ne signifient absolument pas la fin de cet organisme. L'implication tardive des États-Unis dans le conflit ex-yougoslave visait en premier lieu à justifier l'existence de cet outil militaire unique et à raffermir la primauté américaine au sein de l'OTAN. Lorsque certains dirigeants européens se prennent à craindre un désengagement des États-Unis, ils sont en fait les victimes d'une manœuvre destinée à leur faire accepter davantage d'abandons. Il paraît maintenant évident que les États-Unis ne sont pas près de se désintéresser de l'OTAN et de se retirer militairement de l'Europe.

Ils s'en retireront d'autant moins que si L'OTAN est composé de seize nations indépendantes et égales en droit, aucune ne pèse autant que les États-Unis. L'essentiel de la dissuasion est entre les mains américaines. De même, les Américains détiennent un quasi-monopole du renseignement par satellites, indispensable à la conduite d'un conflit,

et qui deviendra essentiel pour la vérification du contrôle des armements. Enfin, n'oublions pas que les Etats-Unis sont, sur le plan conventionnel, l'une des puissances majeures en Europe et en Méditerranée. Ce poids dans l'absolu se double d'un poids relatif. Certains pays européens sont tributaires du Congrès américain pour leur armement comme la Turquie, la Grèce et le Portugal. D'autres sont placés dans un cas particulier du fait de la communauté stratégique des pays anglo-saxons à laquelle ils appartiennent comme la Grande-Bretagne. Enfin, la somme des budgets de la défense des Etats européens membres de l'Alliance n'arrive pas à la moitié du budget de la défense des Etats-Unis. Il reste incontournable que les Etats-Unis disposent de la première puissance économique au monde, et sont les seuls à pouvoir projeter une force significative partout sur la planète.

2. Le Japon

Pour éclairer l'attitude des Etats-Unis à l'égard de leurs alliés européens, il est fort intéressant d'examiner rapidement la nature des relations entre les Etats-Unis et le Japon, l'éloignement géographique suppléant autant que possible au rapprochement temporel. A l'issue de la deuxième guerre mondiale, comme l'Allemagne, le Japon vaincu et détruit n'a d'autre choix que de s'incliner sans condition devant son vainqueur. Nous disons son vainqueur car l'Union Soviétique, quoique belligérant, a gardé un rôle marginal et obtenu un gain sans commune nature avec le gain américain. Nous avons vu que l'intervention des Etats-Unis dans le Pacifique et spécialement contre le Japon ne doit rien à l'effet du hasard et répond à la logique de la géostratégie américaine. Le Japon, situé au coeur de la zone d'intérêt américain et présentant les meilleures qualités de stabilité et de malléabilité a tout de suite été identifié comme un point d'appui beaucoup plus adéquat que les Philippines. Il devient donc dès la reddition un satellite totalement captif de son vainqueur qui en justifie officiellement le besoin par son entreprise d'endiguement de la menace soviétique et qui, moins officiellement, y voit son intérêt propre, toute croisade mise à part. Cette satellisation sera le plus visible dans la copie par le Japon de modes de fonctionnement occidentaux, par la dépendance de l'économie aux capitaux américains, par l'impossibilité de développer autre chose qu'une maigre force d'autodéfense.

Quarante années plus tard, au moment où la guerre froide prend fin et que donc la justification de la nature des liens entre les deux pays est remise en question, le Japon n'est pas le docile allié qu'espéraient les Etats-Unis. Il a surpris par un aspect imprévu pour ce pays qui était resté très isolé jusqu'au milieu du siècle et dont le tissu économique a

été détruit par les bombardements américains : sa volonté et sa réussite dans la construction d'un empire économique. Cette réussite est suffisamment flagrante pour qu'elle pose de graves problèmes de balance commerciale avec les Etats-Unis et qu'elle provoque des menaces de guerre économique entre les deux pays. Certes, l'économie japonaise présente un caractère lacunaire : les secteurs stratégiques de l'aéronautique et de l'industrie de l'armement restent bien peu développés. C'est pourtant là que l'illustration du problème va être la plus brillante : la volonté du Japon de construire un avion de chasse national, le FSX, se heurte à un faisceau de résistances de la part des Etats-Unis.

Ces résistances sont en effet symboliques de l'attitude de cette grande puissance envers les "alliés" privilégiés que lui a donné la deuxième guerre mondiale. Elles prennent d'abord leur source dans la concurrence économique directe qui est faite à l'économie américaine dans ce domaine de l'armement aéronautique, domaine dans lequel elle est pourtant à ce jour en position dominante, même si la concurrence internationale reste forte. A cette concurrence s'ajoute la grande question de la remilitarisation autonome d'un pays vaincu. De façon très paradoxale, les Américains seraient bien aises que le Japon prenne plus de responsabilités dans la défense régionale et surtout dans la protection de ses voies maritimes. Mais celui-ci s'abrite derrière les règles et les obstacles mis par les vainqueurs eux-mêmes après la défaite japonaise qui leur interdisent d'accroître au-delà d'une certaine limite leur contribution en matière de défense. Ainsi, les Etats-Unis voudraient bien partager un fardeau toujours plus lourd à porter, mais à la condition que leur allié reste sous leur contrôle tant du point de vue opérationnel que du point de vue de l'industrie de l'armement. On comprend la réticence des Japonais qui ne veulent pas payer plus sans pouvoir contrôler l'emploi de leurs dépenses et profiter des retombées économiques et technologiques.

Cette attitude à l'égard du Japon devrait rester à l'esprit des décideurs de l'Europe centrale. L'Europe est en effet au coeur de la stratégie des Etats-Unis : en mars 1997, Samuel BERGER désignait, avant l'Asie-Pacifique et les processus de paix, l'Europe comme point prioritaire de la stratégie américaine.

3. L'Afrique

Les Etats-Unis ne se sont pas désintéressés de l'Afrique jusqu'à cette décennie. Ils y sont activement implantés depuis la fin du deuxième conflit mondial et plus activement encore depuis l'ère du président Reagan. Cette implantation est particulièrement efficace en Afrique du Nord à travers des investissements discrets mais significatifs, en particulier dans le domaine de l'exploitation des ressources énergétiques. Nous avons déjà évoqué la question du Moyen-Orient qui a conduit les Américains à être très actifs en l'Egypte. L'engagement des Etats-Unis contre la Libye accusée de véhiculer une idéologie du terrorisme international est bien connu et a donné lieu à de spectaculaires actions militaires. Notons au passage que ce pays, au-delà de son implication réelle dans le soutien des mouvements terroristes, a eu aussi l'outrecuidance de vouloir restreindre la liberté de circulation dans les eaux méditerranéennes qui ont l'honneur de voir évoluer la sixième flotte américaine.

Depuis son intervention dans la région du Soudan, la présence des Etats-Unis en Afrique prend une nouvelle impulsion. Une nouvelle fois, c'est armés des meilleures intentions et prêts à une nouvelle croisade que les Etats-Unis s'impliquent dans une stratégie d'encerclement du Soudan : il s'agit, après avoir combattu victorieusement le communisme, de se dresser contre l'islamisme. Mais il n'est pas anodin de constater de façon tout à fait factuelle que cette politique d'isolement oblige opportunément les Etats-Unis à être présents dans une région qui possède une ressource précieuse : le pétrole. Nous pouvons déduire que, au-delà de la généreuse intervention du gardien de la civilisation occidentale, les Américains trouvent un intérêt tout à fait de nature géopolitique à être présent, voire à contrôler les événements dans cette région du monde. On convient que le contraire aurait été plutôt étonnant. Le problème posé est de la coopération ou de la compétition des puissances impliquées : les Etats-Unis, superpuissance mondiale, vont-ils respecter les traditions séculaires des pays européens impliqués sur ce continent, principalement la France ?

Le conflit qui ensanglante le coeur de l'Afrique au moment où sont écrites ces lignes est la meilleure illustration de ce problème. Nous l'évoquons ici en nous gardant, en géopoliticien respectueux du recul que nous nous devons conserver, de vouloir rentrer dans les détails d'une guerre encore en cours et dont les tenants et aboutissants restent encore incompris. Les conflits politico-ethniques qui sont la constante en Afrique sont instrumentalisés par les grandes puissances. Les Etats-Unis soutiennent l'Angola contre les alliés de la France au Zaïre. Heureusement, la France est riche d'une longue expérience africaine qui manque cruellement aux américains. Elle réussit ainsi à rétablir de très

bons contacts avec l'Angola et à devenir l'interlocuteur privilégié de tous les belligérants dans cette première grande guerre africaine.

Bien que les Etats-Unis y eussent contribué et s'en fussent réjouis, le démantèlement des empires coloniaux européens a augmenté, parmi les anciens colonisés, la popularité des Européens et diminué celle des Américains. Les nations nouvelles restent liées à l'Europe par de solides liens culturels et économiques qui n'ont pas été sérieusement entamés par l'indépendance. La liberté a paré l'ancien maître d'une certaine auréole et diminué le pouvoir de séduction qu'avait valu aux Etats-Unis leur rôle de porte-flambeau de l'auto-détermination. Même si les peuples du tiers-monde font appel au pouvoir économique et financier des Etats-Unis, ils continuent de se tourner vers les anciennes mères patries lorsqu'il s'agit de la conduite de leurs affaires. Le souvenir de l'échec d'une opération comme "*Restore Hope*" en Somalie en 1992 ne peut que les conforter dans cette voie.

4. La guerre du Golfe

La guerre du Golfe est une illustration remarquablement complète de l'adaptation des Etats-Unis à une situation d'après guerre froide. L'aspect qui nous intéresse n'est pas le fondement de l'opération menée par la coalition contre l'Irak mais le cheminement diplomatique américain comparé à celui des alliés. L'invasion du Koweït et la violation flagrante du droit international qui en résultait fut le pourquoi officiel de l'intervention de l'ONU. Mais les objectifs réels de la guerre furent clairement d'ordre économique et d'ordre géostratégique. D'une part, la maîtrise des plus riches réserves pétrolières connues au monde était en question. D'autre part, le trublion qui menaçait l'équilibre instable entretenu depuis les années cinquante ne se pliait en aucune façon au nouvel ordre régional organisé par les Etats-Unis. Tandis que la plupart des pays de la région acceptaient la prédominance de Washington, l'Irak, puissance régionale, tentait de se doter des moyens de son indépendance économique et politique. Cette tendance est assez illustrée par l'équipement de son armée qui devait beaucoup aux Soviétiques et aux Européens, au premier rang desquels venait la France. C'est l'ex-président Nixon qui résuma le mieux le sentiment des officiels de son pays en déclarant dix jours avant le début des hostilités : "Nous n'allons pas là-bas pour défendre la démocratie, parce que le Koweït n'est pas un pays démocratique, et il n'y en a pas dans la région. Nous n'allons pas là-bas pour abattre une dictature sinon nous ne serions pas alliés à la Syrie. Nous n'allons pas là-bas pour défendre la légalité internationale. Nous allons là-bas, et nous devons y aller, parce que nous ne permettons pas que l'on touche à nos intérêts vitaux".

La perception américaine de l'intérêt vital n'a rien de commun avec l'expérience qu'en ont les pays européens et bien d'autres nations à travers le monde. La plus sauvage agression dont les Etats-Unis aient jamais été victimes a été commise à Pearl Harbour, soit plus de cinq mille kilomètres des centres urbains californiens. L'expérience brute de la coïncidence entre l'agression directe chez soi, contre soi et l'intérêt vital n'entre donc pas dans la culture américaine. En conséquence, le sentiment de la menace contre l'intérêt vital ne peut résulter que d'un processus de persuasion psychologique par lequel les dirigeants du pays cherchent à convaincre du caractère insupportable d'un événement pour la sécurité du peuple américain. Il faut convaincre et impressionner, à la fois pour satisfaire aux exigences de la raison et émouvoir les passions. La présidence des Etats-Unis est donc condamnée à un exercice d'acrobatie qui consiste à démontrer que l'on agit au nom des principes pour sauvegarder des intérêts dont le caractère vital est incompris ou simplement refoulé par l'idéal éthique. Aussi, dès que Saddam Hussein leur fournit imprudemment la première occasion, les Etats-Unis le désignèrent à la vindicte populaire comme l'ennemi numéro un, n'hésitant pas pour cela à diffuser des informations dramatiques sur l'occupation du Koweït, informations qui n'ont pu être prouvées depuis.

Dans ce mécanisme, les Etats-Unis avaient besoin de l'appui le plus large, ne serait-ce que pour se justifier aux yeux de l'opinion américaine et même mondiale. Les raisons qui obligèrent l'ONU à promulguer résolution sur résolution sont à peine discutables et doivent beaucoup à l'imprudence de Saddam Hussein. Mais l'entreprise de coalition des pays capables de s'engager militairement fut plus laborieuse. En Europe, les dissonances durèrent jusqu'au début de la guerre. Les Britanniques s'alignèrent inconditionnellement comme prévisible. Les Allemands se réfugièrent derrière leur constitution. La France n'entendait pas, elle, jouer les petits seconds de Washington. Le président Mitterrand essaya d'arrêter l'enchaînement fatal et lança jusqu'au dernier moment des initiatives de médiation qui échouèrent face à l'intransigeance américaine et à l'entêtement Irakien. La guerre eut lieu et les Européens menèrent une opération voulue par les Américains, sous commandement américain, avec des systèmes de conduite et de contrôle américain, avec une méthode américaine. Les Etats-Unis firent une nouvelle fois la preuve de leur dominance militaire après avoir fait celle de leur dominance diplomatique.

Quels sont les résultats de cette guerre ? Le Koweït est libéré, du moins des Irakiens, mais l'ennemi numéro un est toujours au pouvoir ; l'armée irakienne reste opérationnelle et le fait savoir ; deux opérations de surveillance de l'espace aérien irakien perdurent depuis six années en échouant dans leur objectif de protection des minorités ; un blocus aux effets ravageurs pour la population irakienne est entretenu sous la pression des Etats-Unis contre l'avis de nombreux états dont la France. Par contre, la région et son pétrole sont maintenant totalement sous contrôle américain, avec une participation symbolique des Anglais et des Français ; les Etats-Unis ont refait la preuve de

leur pouvoir régional qui avait été largement ébranlé par ses relations chaotiques avec l'Iran ; les états régionaux sont armés par les Etats-Unis avec, encore une fois, une active concurrence de la France qui essaie de conserver son image auprès des peuples arabes. Du point de vue américain exprimé plus haut par le président Nixon, les objectifs sont globalement atteints.

2. La suprématie

Les Etats-Unis ont réussi à conserver l'emprise qu'ils ont acquise sur l'Europe après les guerres mondiales. Ils ont abordé l'après-guerre froide avec hésitation, mais ont maintenant retrouvé leur capacité d'initiative dans toutes les régions géographiques où leurs intérêts croisent ceux de l'Europe. Néanmoins, le fossé entre les deux entités se comble. Partie de très bas, la nouvelle puissance de l'ancien continent possède des ambitions et des moyens qui lui permettent de traiter sinon sur un pied d'égalité, du moins avec une relative efficacité, avec la superpuissance du nouveau continent. Et ceci se vérifie dans tout l'espace géopolitique traditionnel. Mais le débat est en train de se déplacer et de nouveaux champs d'action apparaissent : nous quittons maintenant le domaine restreint et la dimension classique de la surface du globe. La lutte pour l'indépendance et la suprématie mondiale se joue aujourd'hui dans l'espace extra-atmosphérique.

1. L'Espace et l'information

La perception américaine de l'espace est très mal perçue en Europe. Une des raisons primordiales est que l'espace a d'abord été principalement militaire et que la discrétion américaine sur ce sujet a réussi à laisser l'Europe dans la plus complète ignorance pendant des décennies. On a cru comprendre ce phénomène à travers l'image qui a été véhiculée de la conquête spatiale soit avec la Lune, la station spatiale ou maintenant la course vers Mars. Dans cette logique de l'apparence, l'espace nous semblait relever de la psychologie pionnière des Américains, toujours en quête d'une nouvelle frontière. C'était l'image d'une aventure dans l'espace mue par des facteurs émotionnels liés à un idéalisme quelque peu naïf. Bien que non dénuée de fondement, cette analyse relève surtout de nos propres clichés inconscients plutôt que de l'analyse objective. En fait, la conception américaine de l'espace se caractérise par sa cohérence : aucun créneau technologique n'est sacrifié ; aucune niche d'exploitation n'est négligée.

L'espace est donc d'abord militaire : soixante-dix pour cent des satellites lancés actuellement le sont à des fins militaires. La politique spatiale militaire des Etats-Unis débuta dans les années cinquante alors que l'opposition avec l'URSS était totale. L'antagonisme absolu de cette époque fut la condition et la cause d'un investissement massif et rapide. L'espace ne pouvait être communiste ; les Etats-Unis devaient devenir la première puissance spatiale. Très vite, avec une prescience remarquable, ils identifièrent les avantages spécifiques qu'offrait l'espace. D'abord, il apparaît comme étant le point haut par excellence, idéal pour la surveillance et les liaisons. Ensuite, sa liberté d'accès, affirmée par le traité du 10 octobre 1967 relatif aux "principes régissant les activités des Etats dans l'espace extra-atmosphérique" en fait le vecteur idéal pour survoler des territoires inaccessibles aux moyens terrestres et aériens. Cette fonction s'est d'ailleurs vérifiée lors de chaque conflit ou crise dans le monde. Enfin, il garantit, du moins jusqu'à présent, l'invulnérabilité des vecteurs qui y opèrent.

La seule conclusion des accords de Dayton en novembre 1995 pour la crise en ex-Yougoslavie, obtenus en produisant des renseignements issus des satellites américains, suffirait à illustrer la prééminence de la puissance américaine sur le reste du monde. Cette prééminence est combattue par l'Europe, mais avec des moyens qui peuvent sembler bien pauvres. L'acquisition d'une capacité de renseignement satellitaire autonome est pourtant une nécessité qui a été comprise par les nations européennes avec pour initiateur, une fois de plus, la France. Utilisant au mieux moyens civils et militaires, les Européens peuvent produire du matériel d'excellente qualité. Mais le caractère lacunaire de la panoplie des capteurs et la rareté des plateformes ne permettent que des résultats partiels. Ils n'en demeurent pas moins essentiels quand il s'agit de prendre une position indépendante fondée sur des renseignements originaux et fiables, comme ce fut le cas récemment au Proche-Orient où des images Helios démentirent des informations alarmistes fournies par les sources américaines. La poursuite du programme spatial militaire et civil européen est une question récurrente qui bute sur les investissements colossaux nécessaires à toute réalisation. Lorsque, habilement, les Etats-Unis mettent à disposition gratuitement ou presque des services d'une utilité et d'une qualité incontestable, la volonté d'indépendance rencontre un nouvel obstacle : la facilité. Le meilleur exemple de cette forme de dominance est la maîtrise par les Américains du seul moyen de positionnement performant et universel qu'est le système *Global Positioning System* (GPS) dont l'utilité tant militaire que civile n'est plus à démontrer. Ce système est utilisable par n'importe qui sur le globe moyennant une participation financière ridicule qui se résume à l'achat d'un boîtier électronique. Plusieurs niveaux de précision sont disponibles, et certains répondent aux besoins militaires, ce qui fait que la plupart des systèmes occidentaux nécessitant positionnement et précision, c'est-à-dire les systèmes critiques, sont dépendant du GPS. Il

n'est donc pas excessif de dire que par ce moyen, les Etats-Unis contrôlent une part de l'efficacité des forces armées en particulier européennes.

En tout état de cause, il est certain que les Américains possèdent les moyens d'obtenir des données. Mais donnée ne signifie pas information ni renseignement et encore moins connaissance. La masse et la qualité des données satellitaires n'ont pu leur permettre de percevoir à temps les intentions de l'Irak en 1990. Une fois ces intentions déclarées et tous les moyens braqués sur la région, l'estimation des forces adverses fut, de l'aveu même des responsables, une faillite du renseignement. La leçon de cet échec est que la technologie ne peut bien percevoir que des données techniques et quantitatives, mais reste bien souvent impuissante à fournir les éléments qualitatifs. Le renseignement humain et l'interprétation des données par des experts restent un le moyen indispensable pour évaluer une situation. Or, vouloir peser sur l'ensemble du globe et le contrôler suppose une connaissance intime des situations. Même une puissance militaire sans équivalent ne peut résoudre tous les problèmes sans une connaissance correcte du milieu. L'opération de la Grenade menée par les forces américaines en 1983 avait prouvé au prix de pertes humaines inacceptables que le système de renseignement américain était déficient ; l'opération *Restore Hope* menée en Somalie en 1992 montrera qu'un système de renseignement technologiquement remarquable peut être fondamentalement inefficace.

La question Somalienne était claire pour les esprits américains. Une Amérique secourable et désintéressée allait forcer des chefs de factions à signer un document imposant une entente qui allait ramener le calme. C'était méconnaître le vrai problème local qui était liée à une situation clanique séculaire. Les factions étaient dominées par des chefs à la personnalité fière et entière qui ne pourraient supporter un règlement imposé. Les forces de l'ONU et surtout les forces américaines, complètement inadaptées à la mission, connurent la confusion la plus totale et se retirèrent sans gloire. Il se vérifiait par cette aventure que le monopole de la force armée n'est pas suffisant pour imposer sa volonté dans ce monde. Le fossé culturel qui sépare les civilisations peut être un obstacle infranchissable à la perception réciproque et prévenir toute influence positive de l'une sur l'autre.

2. Culture et communication

Ces fossés culturels ne sont pas un phénomène nouveau pour les Américains : leur engagement en Amérique latine et ses déboires leur a donné matière à réflexion sur ce sujet. Même avec une Europe qui est supposée partager la même culture occidentale, des incompréhensions surprenantes viennent troubler les relations apparemment convenues. Le meilleur moyen de comprendre la culture de leurs interlocuteurs a toujours été pour les Américains de leur faire accepter la leur.

Culture et communication sont étroitement liées : la culture se construit avec des échanges qui sont dépendants des moyens de communication. La culture est aussi une des fiertés de l'Europe qui se vante avec raison de posséder dans ce domaine une richesse, une profondeur et une diversité digne de son ancienne histoire. Mais cette culture ou plutôt ces cultures ne vivent que par leur expansion, nous pourrions dire leur exportation. Hors, il est clair que les moyens de communication sont sinon le monopole, du moins un domaine d'excellence américain. Le meilleur et plus célèbre exemple en sont les fameuses "autoroutes de l'information" chères au vice-président Al Gore. Ces autoroutes maintenant déclinées en réseau avec la "toile d'araignée" qui recouvre le monde de son réseau ont permis de mettre sur pied un nouvel espace "géographique" : le cyberspace. Leur conception, les composants élémentaires, les infrastructures, le langage, les terminaux, la gestion sont tous d'inspiration et souvent de réalisation américaine.

Les Etats-Unis possèdent les moyens de communication, mais ils possèdent aussi une culture à exporter. Nous le savons bien en Europe qui l'apprécions fort tout en regrettant son envahissement. La culture américaine bénéficie de plusieurs avantages : elle est d'abord assez unitaire, contrairement aux cultures différenciées de l'Europe. Elle possède ensuite l'avantage de s'échanger dans une langue qui est internationale : l'anglais, ou plutôt l'américain, est la langue culturelle, mais aussi commerciale, technique, et même militaire, particulièrement en Europe. Notons pour illustrer l'ampleur du phénomène que près de 80 % des serveurs d'*Internet* sont localisés dans des pays de langue anglaise : 64 % aux Etats-Unis et 13 % dans d'autres pays anglophones y compris en Europe. Enfin, cette culture possède des moyens de "fabrication" de masse ; ne citons à titre d'illustration que les exemples d'Hollywood qui créent une culture américaine faite pour être exportée et de MacDonald qui est le symbole d'un certain mode de vie dont on connaît le succès mondial.

Ce phénomène "d'acculturation" qui est propre aux Etats-Unis est certainement celui qui traduit le mieux le phénomène de "mondialisme", terme très en vogue ces dernières années. Souvent appliqué au développement des échanges commerciaux et aux traités et organismes qui veulent l'orienter, bien entendu dans le sens d'un libéralisme à l'américaine, le mondialisme culturel est sûrement plus tangible pour le commun des mortels que les effets de l'Organisation Mondiale du Commerce ou des associations de libre-échange. C'est pourquoi nous avons voulu terminer par une évocation de ce phénomène. Il est peut être le moyen le plus efficace que les Etats-Unis aient jamais mis en oeuvre. Il a l'avantage de ne pas choquer l'opinion publique

interne et externe et même d'être sinon plébiscité, du moins encouragé par l'attitude active ou passive des individus à travers le monde. Tout à la fois, il est conforme à l'idéal missionnaire américain, il satisfait aux impératifs du libre-échange, il est économe des moyens économiques et des vies humaines. Il a les qualités qui ont fait défaut aux moyens traditionnels déjà mis en oeuvre : c'est peut-être la solution ultime qui permettra de mettre à la raison les états résistants.

6. Conclusion

Les réflexions de ce mémoire ont été orientées dans l'optique de l'observation des relations entre les Etats-Unis et l'Europe. C'est un Européen et, on l'aura sûrement deviné, un Français qui est à l'origine de cette étude des Etats-Unis d'Amérique. Malgré tout le soin apporté à la recherche de l'objectivité, malgré la volonté permanente d'éviter l'interprétation des faits historiques, malgré les précautions pour expliquer le choix de l'éclairage sur tel ou tel aspect du problème, il est certain que la teneur de ce travail pourra heurter quelques sensibilités américaines ou européennes atlantistes. A ces lecteurs attentifs, il est bon de faire remarquer que bien des pensées ici exposées sont le fait de citoyens américains. Tout au long de son histoire, de nombreuses voix se sont levées pour faire entendre un discours non conforme au consensus ambiant. Qu'il nous soit permis d'évoquer ici Roger Williams qui prit la défense des indiens au péril de sa vie, les nombreux écrivains américains qui dénoncèrent la guerre contre le Mexique, Abraham Lincoln en 1848 qui censura le président Polk engagé dans cette même guerre de conquête.

En deuxième lieu, sans porter de jugement sur les pays ou les peuples, les relations entre Américains et Européens ont toutes les raisons d'être passionnelles. A cet égard, l'Europe en général et la France en particulier savent trop tout ce qu'elles doivent aux Etats-Unis, à leur peuple et à leurs soldats. On aura remarqué par ailleurs que les destins des puissances leur sont parfois imposés par les événements : elles peuvent alors l'accepter ou se dérober, et on a vu les deux cas se présenter pour les Etats-Unis à l'issue de chacune des deux guerres mondiales. Ils peuvent aussi leur être imposés par leur histoire et leurs amitiés ou inimitiés traditionnelles, et ce fut le cas pour l'Europe à la veille de chacune de ces guerres. Cependant, il est clair aussi que l'état d'esprit de la nation et l'intelligence et la force de caractère des dirigeants sont des facteurs essentiels des orientations prises dans les moments décisifs.

Les Etats-Unis se sont créés en deux siècles à partir d'un territoire vierge de tout état organisé, au cours d'une histoire faite de conflits externes et internes, déclarés ou occultes, de libération ou d'asservissement. L'Europe a au mieux quarante ans, se crée sur une aire géographique riche d'une histoire millénaire, se construit sur la

négociation et le compromis, le tout dans l'ambiance d'un grand débat public. La comparaison est donc ardue. Mais l'Europe n'est pas discutable : c'est une réalité. Certes, son contenu, son organisation, ses structures, ses domaines de compétence sont encore en gestation et il est possible et souhaitable de les discuter. Mais son existence en tant qu'entité politique et en tant que puissance influente dans le concert mondial ne peut plus être niée. La meilleure preuve en est l'attitude attentive que les Etats-Unis ont à l'égard de ce concurrent qui est en train de naître. Cette attitude est attentive mais pas attentiste. L'espace géopolitique ne connaît pas vraiment de frontière à l'heure actuelle ; aussi, l'émergence d'un nouvel acteur à ce niveau ne peut que perturber le jeu qui est joué par et au plus grand profit de la seule superpuissance du globe.

La reconnaissance que l'Europe doit à l'égard des Etats-Unis, l'estime dont doit être gratifié un peuple remarquable ne peut ni ne doit occulter une indispensable lucidité sur les motivations de cette grande nation amie et alliée. Les Européens doivent, à eux-mêmes comme aux Américains, avoir le courage d'une vision critique et vigilante de son attitude dans les relations internationales qui nous concernent au plus haut point.

7. Bibliographie

L'Amérique impériale de Amaury de Riencourt

L'alliance atlantique : données et structures par le service de l'information de l'OTAN

La fin de la guerre froide sous la direction de Charles-Philippe David

La stratégie américaine et l'Europe de Bruno Colson

Le bouclier et la tempête par Jean-Jacques Langendorf

Les Etats-Unis : une hégémonie menacée de Monique Fouet

Les lauriers incertains : sous la direction de François Géré

Les mythes fondateurs de la nation américaine de Elise Marienstras

Mémoires de guerre de Charles de Gaulle

Pax Americana de Ronald Steel